

LES CAHIERS 04

D'AUTONOMIE DE CLASSE **A2C** | SEPTEMBRE 2022

**CAPITALISME EN
CONVULSION!**



**PEUPLES EN
RÉVOLUTIONS?**

ÉDITO **CANICULE, GUERRE ET INFLATION, CAPITALISME EN CONVULSION**

L'été 2022 a révélé l'état de crise profonde et généralisée du capitalisme à l'échelle mondiale. Augmentation des prix des carburants et de l'électricité, températures records, méga-feux de forêts, guerre en Ukraine, tensions à Taiwan, nouvelles menaces sur les retraites par le gouvernement libéral-autoritaire de Macron, incendie de la mosquée de Rambouillet, battage médiatique islamophobe, attaques fascistes et réactionnaires contre le Planning familial... autant d'événements qui dessinent le paysage d'un système en crise au niveau économique, écologique, inflationniste, politique et sociale.

Ces crises ne sont pas des phénomènes hasardeux et exceptionnels – et encore moins le résultat de comportements individuels défectueux comme le gouvernement l'avance – mais bien des conséquences du mode de production capitaliste. Ce dernier, basé sur l'accumulation, la recherche de profits, l'innovation et la compétition produit inévitablement des crises économiques et des périodes aux phénomènes morbides, selon l'expression de Gramsci, de guerre et/ou de fascisme. La situation est spectaculairement contradictoire et porte en elle des possibilités révolutionnaires.

Cette période voit se polariser le champ politique : d'un côté, l'exploitation toujours plus violente des opprimé-es et de la nature, l'exacerbation des conflits inter-impérialistes, l'avancée d'idées réactionnaires et de discours racistes, et de l'autre, la multiplication des luttes à l'échelle mondiale. De nombreuses grèves ont éclaté en France et en Angleterre, des manifestations pour les salaires ou contre l'inflation ont vu le jour dans de nombreux pays, des mobilisations de rue ou sabotages écologistes en Grèce et ailleurs, ou encore des soulèvements populaires au Sri Lanka et au Soudan (voir article sur le Soudan page 25). Dans un tel contexte politique de polarisation, quelle stratégie avoir face au danger fasciste, face aux attaques sociales à venir, face à la précarisation massive et aux conditions climatiques de moins en moins tenables ?

Crise profonde du capitalisme à l'échelle globale...

Depuis quelques mois, la situation économique mondiale est de plus en plus critique et les possibilités de croissance sont grandement amoindries. Les raisons sont multiples, notamment les dernières crises économiques non résolues, les effets de la crise du Covid-19, la guerre en Ukraine et la concentration grandissante des richesses. Notre système économique vit depuis plusieurs mois une crise inflationniste, renforcée par des tensions géopolitiques en Ukraine. Dans le sillage de la guerre, les prix des denrées alimentaires pourraient enregistrer des hausses comprises entre 8 % et 20 %, tandis que les conflits inter-impérialistes qui en découlent entraînent une pénurie de gaz, dont

Cette période voit se polariser le champ politique : d'un côté, l'exploitation toujours plus violente des opprimé-es et de la nature, l'exacerbation des conflits inter-impérialistes, l'avancée d'idées réactionnaires et de discours racistes, et de l'autre, la multiplication des luttes à l'échelle mondiale.

la Russie était le principal exportateur. Les prix de gros d'électricité sont passés de 50 euros/MWh au début de l'année 2021 à 700 euros aujourd'hui et ces chiffres risquent de continuer à grimper pendant l'hiver 2022.

Ainsi, le taux de croissance est chaque semaine revu à la baisse par le FMI, qui prévient d'une possibilité de récession mondiale. Pendant ce temps, des entreprises telles que Total ou LVMH font des bénéfiques records pour le CAC 40. Parmi ces profiteurs de la crise, on trouve les géants de l'énergie qui ont augmenté leurs prix en surfant sur les tensions du marché international liées à la guerre en Ukraine et aux sanctions infligées à la Russie (voir article sur l'inflation page 7). Les sociétés du CAC 40 ont réalisé en 2021 des profits records : elles ont dégagé un résultat net de près de 160 milliards d'euros, soit deux fois plus qu'en 2019, année d'avant la pandémie, tandis que l'augmentation du nombre de foyers sous le seuil de pauvreté tend à augmenter. Durant ces trois derniers mois, 71 millions de personnes supplémentaires ont basculé dans la pauvreté dans le monde selon le Programme des Nations unies pour le développement.

Réponse des états néolibéraux, Macron et la fin de l'abondance...

Face à l'intensification de la crise économique, les États capitalistes servent de piliers aux grandes entreprises afin de compenser leurs taux de profits insatisfaisants. Ils permettent l'augmentation des pressions sur les travailleur-euses pour produire davantage et s'attaquent aux conquêtes sociales afin



Soulèvement au Sri Lanka.

de dégager de l'argent public à destination du grand patronat. Pour donner l'impression de soutenir notre classe qui paie la crise, le gouvernement Macron fait passer, avec le soutien de la droite et de l'extrême droite, une loi « pouvoir d'achat » qui n'implique aucune augmentation de salaires. Simplement des primes ou des aides ponctuelles, largement insuffisantes au regard de la hausse des prix. Macron décrète « la fin de l'abondance » et refuse de taxer les gros profits. Dans ce contexte économique mondial, le Fonds monétaire international prévient que l'inflation pourrait enflammer les tensions sociales si des mesures ne sont pas mises en place. Or, les mesures prises par le gouvernement Macron sont celles d'un gouvernement néolibéral en temps de crise, qui éteint le feu des entreprises privées avec l'argent public, quitte à entraîner la paupérisation massive de la population.

Les effets de ces perturbations économiques sont d'autant plus lourdes pour les pays du Sud qui sont soumis à une triple pression : augmentation de leur dette liée à la crise du Covid, augmentation des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, recherche permanente de ressources énergétiques et de matières premières par les capitalistes occidentaux.

Conflits impérialistes et convoitise de l'Afrique

Dans le fonctionnement du capitalisme à l'échelle du monde, les États prennent le rôle de représentants de commerce d'entreprises nationales comme s'ils défendaient un portefeuille client dans la compétition internationale. En période de crise économique, là où la course aux profits est la plus acharnée, les tensions impérialistes sont exacerbées. Ainsi, les crises économiques et le champ politique s'influencent nécessairement. Les tensions géopolitiques se renforcent et les guerres entre puissances dominantes se multiplient. La guerre en Ukraine a justifié un renforcement militaire colossal dans les pays occidentaux face à la Russie (voir l'article sur l'armement page 15) à travers le réarmement de l'Allemagne mais également l'entrée des pays nordiques dans

Les mesures prises par le gouvernement Macron sont celles d'un gouvernement néolibéral en temps de crise, qui éteint le feu des entreprises privées en difficulté avec l'argent public, quitte à entraîner la paupérisation massive de la population.

l'Otan. Dans un contexte de repositionnement des puissances mondiales, des tensions d'ampleur sont apparues autour de Taïwan, avec la présence de deux navires de guerre américains en transit dans le détroit et la venue de la dirigeante Nancy Pelosi, événements interprétables comme des provocations de la part des États-Unis à l'encontre de la Chine.

La guerre en Ukraine, en perturbant nettement l'importation de gaz et de céréales, a accéléré l'inflation. Les États se font concurrence dans leurs recherches de sources alternatives d'énergies et de matières premières. Cet été, au Bénin – pays anciennement colonisé par la France –, Macron a tenu un discours anti-Poutine, afin de tenter un rapprochement intéressé avec l'Afrique de l'Ouest pour ses ressources. Sans honte, il est allé jusqu'à caractériser la politique russe de coloniale et dictatoriale. De même, Macron s'est rendu en Algérie pour tenter de trouver une alternative aux livraisons d'hydrocarbures, et pour dénoncer la diffusion d'une pensée anti-France par certains réseaux militants africains.

Désastre écologique mondial...

Jusqu'à alors peu ressentie par les populations des pays occidentaux, la crise écologique a effectué un saut qualitatif cet été par la multiplication des mégafeux de forêts et les températures records, largement médiatisées. Pour des milliards de personnes, cette crise se surajoute aux effets des crises nommées plus haut et en devient d'autant plus virulente. Cet été aura permis une conscientisation accélérée du désastre climatique en cours et le gouvernement n'y répond que par un discours individualisant,

réduisant les solutions aux comportements quotidiens pour dévier des réelles causes systémiques. La politique de Macron : éteindre la lumière et prendre des douches courtes. Les pays du Sud global, plus vulnérables aux catastrophes et plus exposés, ont encore vu ces dérèglements causer la mort de milliers de personnes dont plus d'un millier au Pakistan du fait d'inondations sans précédent.

Cette prise de conscience massive est susceptible de mobiliser une frange plus significative de la population. Pour cela, il faut combattre les discours culpabilisant les individus et les discours racistes qui veulent lier la lutte environnementale au combat contre l'immigration et associer l'écologie à leurs projets fascistes.

Politiques racistes...

Le gouvernement Macron-Borne vit une période de forte illégitimité et sort affaibli des élections législatives. En proposant des lois de destruction des acquis sociaux mais aussi des lois racistes et islamophobes, le clan Macron se rapproche de la droite dure en jouant avec l'extrême droite, participant de fait à la banalisation du Rassemblement national. Le projet de loi sur l'immigration de Darmanin montre la continuation des politiques racistes, terreau favorable aux développements des idées d'extrême droite. Dans la suite logique de la loi Asile et immigration, il remet sur la table la proposition de la double peine, autorisant le retrait de séjour aux étranger-es ayant commis des infractions. Ce projet de loi vise également à faciliter l'exploitation de travailleur-euses par des contrats qui seraient conclus avec des pays du Sud. Cette loi accentuerait les politiques de contrôle et de répression des étranger-es. Par ailleurs, le 30 août, le Conseil d'État valide l'intention de Darmanin d'expulser l'imam Iquioussen de France en raison des propos qu'il a tenus et instaure en acte la double peine. Pour ce faire, malgré les refus de la Justice, le Conseil d'État casse la suspension de l'arrêté ministériel d'expulsion par le tribunal administratif. Un pas de plus franchi par le gouvernement Macron, que rien ne pourrait arrêter pour déployer sa politique raciste... à moins... qu'un mouvement antiraciste de masse vienne le stopper dans son élan.



Inondations au Pakistan.

La multiplication des mobilisations salariales dans les pays du Sud global pourrait perturber le marché capitaliste mondial qui accroît son profit par la surexploitation des travailleur-euses qui en sont issu-es, considérablement moins chers que les travailleur-euses des pays occidentaux.

Danger fasciste...

L'abstention record et la faiblesse de LREM aux législatives sont des éléments d'une forte instabilité politique. Macron y répond par une politique toujours plus réactionnaire et autoritaire. Pour son deuxième mandat, il devra chercher le soutien de LR et de la base du RN. La banalisation des discours racistes et conservateurs permet de diviser notre classe afin d'éviter un mouvement social mais également de flatter un électorat de droite, voire d'extrême droite et d'unir autour d'un projet nationaliste.

Dans un contexte d'instabilité politique et économique, le fascisme peut être une alternative pour la classe dirigeante, si les autres options ne sont plus possibles pour se maintenir au pouvoir ou qu'un danger trop fort menace les profits durablement. Ainsi, la situation est un terreau favorable à la conquête du pouvoir par les partis fascistes. En France, le RN prend un pouvoir considérable dans les institutions après les élections législatives et, dans l'espace public, les attaques fascistes se multiplient, avec deux meurtres perpétrés cette année à Paris dans le plus grand silence médiatique. Récemment les attaques homophobes, transphobes et misogynes de militant-es d'extrême droite contre le Planning familial font état d'une mise en action de plus en plus régulière et décomplexée des conservateurs en lien avec des courants fascistes.

En Italie, le parti Fratelli d'Italia, en lien direct avec le fascisme historique soutenant des programmes et des idéologies fascistes, est désormais aux portes du pouvoir avec une victoire quasi-certaine à l'élection présidentielle de septembre 2022.

...mais des soulèvements contre la faim et des grèves pour les salaires !

Ces deux mois d'été ont été les témoins de la multiplication de soulèvements populaires, de manifestations et de grèves, notamment dans les pays du Sud global où émergent des mouvements massifs contre la faim en réaction à la hausse des prix des produits alimentaires de base et du carburant. En juillet et en août des soulèvements ont eu lieu sur tous les continents : Kenya, Chili, Équateur, Sierra Leone, Argentine, Bangladesh....

Au Sri Lanka, un large mouvement de protestation a émergé face au doublement du prix de l'essence, du riz et du pain et a conduit à la destitution du président. Au Pakistan, 4 000 tisserands font grève pour exiger de meilleures conditions salariales et l'augmentation des salaires face à l'inflation record. La multiplication des mobilisations salariales dans les pays du Sud global pourrait perturber le marché capitaliste mondial qui accroît son profit par la surexploitation des travailleur-euses qui en sont issu-es, considérablement moins chers que les travailleur-euses des pays occidentaux.



Port de Felixstowe en Angleterre en grève.

Des grèves de grande ampleur ont également éclaté dans les pays occidentaux malgré une période de vacances souvent synonyme de baisse d'activité militante. En France, des mouvements ont eu lieu notamment dans les secteurs des transports et de la logistique, en Allemagne les dockers de cinq ports se sont mis en grève en juillet et l'Angleterre vit sa plus grande grève des 30 dernières années (voir l'article sur le mouvement page 10). La perspective qu'une grève générale s'y développe est de plus en plus probable selon les médias nationaux. Ce mouvement de grève en Angleterre est d'autant plus impressionnant et porteur d'espoirs qu'il advient dans un pays démobilisé depuis de nombreuses années suite aux politiques libérales de destruction des acquis sociaux et de démantèlement des forces syndicales durant les années Thatcher. De plus en plus de secteurs d'activité sont touchés, donnant une perspective politique aux mobilisations. La date du 29 septembre à l'appel des syndicats CGT et Solidaires – pour la hausse des salaires, des retraites et des minima sociaux – ouvre la possibilité d'un mouvement social en France. Nous pourrions alors puiser de la force dans des liens de lutte et de stratégie avec les camarades du Royaume-Uni.

Quel rôle jouer ...

Cette période d'accélération et d'intensification politique à la fois dans les attaques du capitalisme mais aussi dans les luttes qui lui résistent pose plus clairement la nécessité d'une activité militante révolutionnaire capable de mettre en débats les options stratégiques et de penser l'élaboration d'une boussole politique afin de construire, par en bas, les possibilités d'une révolution mondiale. Car, si la période politique porte en elle une possibilité révolutionnaire, celle-ci n'est pas automatique et nécessite un travail militant conséquent de politisation des crises comme illustrations des contradictions du capitalisme mais également d'élargissement, de renforcement et de structuration des luttes en cours, féministes, écologiques et antiracistes en France.

... dans les prochaines mobilisations syndicales ?

Les récents soulèvements semblent ouvrir une période de luttes mondiales. Les appels à la grève fin

Construire des revendications antiracistes et antifascistes au sein du mouvement social permettrait de faire reculer les possibilités du fascisme, d'éviter la division autour des discours dominants racistes qui vont à l'encontre des intérêts de notre classe.

septembre permettent de discuter de revendications pas uniquement centrées sur les salaires en posant la question du financement des services publics en général et de la transformation écologique. Ainsi cela permet d'augmenter l'autonomie politique de la classe exploitée qui vient à se penser comme acteur politique à travers son pouvoir économique. Conscient-es de la montée du racisme et du danger fasciste, construire des revendications antiracistes et antifascistes au sein du mouvement social permettrait de faire reculer les possibilités du fascisme, d'éviter la division autour des discours dominants racistes qui vont à l'encontre des intérêts de notre classe.

Renforcer nos mouvements antiracistes et antifascistes en parallèle et en dialogue permanent avec les mouvements sociaux permettrait de construire une force révolutionnaire depuis et avec les lieux de travail, ayant le rapport de forces nécessaire pour se penser comme une alternative au pouvoir et au système capitaliste.

...et face au réformisme ?

La tentation est forte dans ce siècle des catastrophes, de se tourner vers les propositions des partis réformistes d'union autour de programmes qui porteraient les voix de nos luttes dans les lieux de pouvoir et de déléguer la résolution des crises à des personnes qui proclament leur capacité de le faire.

La Nupes propose de se faire le relais des luttes et d'exister comme contre-pouvoir parlementaire face au RN, à LR et à LREM. Si cette initiative politique a permis, parfois, la réapparition de débats et de propositions soutenant les intérêts de notre classe, la Nupes et la FI ne cherchent pas à construire la lutte à la base. La FI tente de gagner un brevet de respectabilité républicaine en invitant Marlène Schiappa et Rachida Dati, toutes les deux connues pour leur discours racistes et islamophobes. En offrant une tribune à celles qui s'opposent aux intérêts de notre classe, le réformisme affaiblit notre camp et signe son échec à nous sortir de la crise actuelle.

....On s'organise, par en bas !

Plutôt que déléguer, nous devons, à travers nos expériences de luttes, construire notre confiance politique et porter la seule solution sérieuse à la convulsion du capitalisme, sortir de celui-ci. S'organiser dans nos quartiers, sur nos lieux de travail, d'études, pour lutter contre le racisme, la lutte doit avoir lieu nécessairement sur le terrain de l'exploitation et dans notre quotidien, pas uniquement sur les bancs de l'Assemblée nationale. Si nous attendons que des élu-es se battent à notre place, nous pouvons attendre longtemps avant de voir reculer le racisme et changer de système. Éteignons le feu, avec une révolution internationale par en bas !

ANOUC (MARSEILLE) ET SOLEN (RENNES)

INFLATION : VERS UNE CRISE D'AMPLEUR ?

Depuis 30 à 40 ans, dans les pays occidentaux, l'inflation n'était évoquée que comme vestige du passé ou bien pour justifier des salaires toujours stagnants.

Sur la même période, les banques centrales devenues indépendantes remplissaient parfaitement leur mission première : garantir la stabilité des prix.

Mais, depuis la fin de la première vague de Covid, la situation a radicalement changé. La zone euro et les États-Unis ont vu leur inflation passer de 2 % à 8 % entre février 2021 et février 2022 (voir Figure 1). Selon le FMI, l'inflation est encore plus importante dans les pays émergents et en développement et se situe autour de 10,5 % en juillet 2022 sur une année glissante (voir Figure 2). Pourtant, aux premiers signes de la poussée inflationniste, les économistes dominants pensaient que c'était l'affaire de quelques semaines ou de quelques mois, le temps que les chaînes d'approvisionnement se remettent des arrêts et autres dysfonctionnements dus à la pandémie de Covid. Force est de constater que les choses ne se sont pas produites comme attendu, l'inflation persiste et continue d'augmenter. Il faut donc trouver une autre explication à cette augmentation des prix. Tout d'abord, l'inflation est un phénomène complexe dont les mécanismes ne sont pas encore parfaitement compris. Pour les économistes dominants, il existe principalement deux théories permettant de l'expliquer¹.

L'inflation augmente beaucoup plus vite que les salaires : ce n'est donc pas une boucle salaire-prix que nous avons sous les yeux.

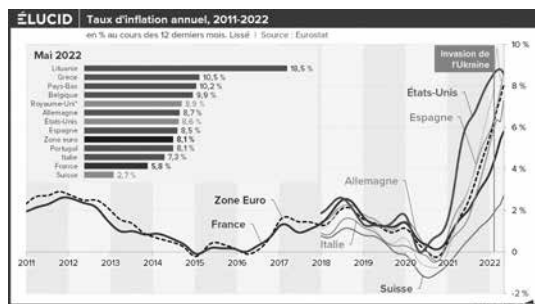


Figure 1

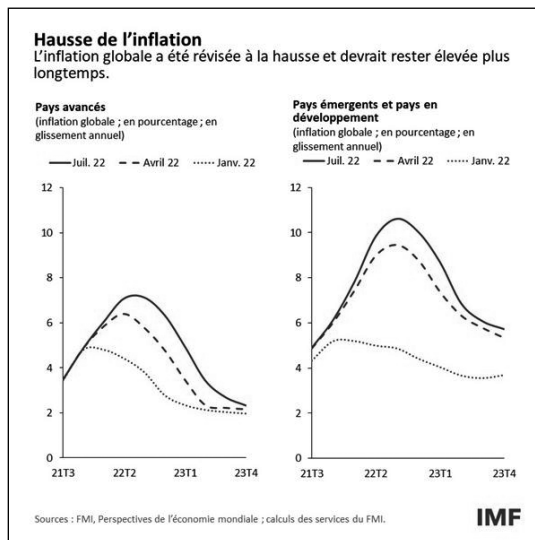


Figure 2

Les interprétations dominantes

La première est celle des économistes keynésiens basée sur la courbe de Phillips. Cette courbe relierait de manière mécanique taux de chômage et inflation. Un taux de chômage élevé, synonyme de rapport de forces favorable au patronat, permettrait de maintenir des salaires suffisamment bas pour garantir un faible taux d'inflation. Au contraire, un taux de chômage faible, inverserait ce rapport de forces, permettant aux travailleurs de réclamer des salaires plus élevés qui, à leur tour, renchériraient le prix des marchandises poussant les mêmes salarié-e-s à réclamer de nouvelles augmentations de salaires, etc. C'est ce que l'on appelle une boucle salaire-prix. Or, il n'existe pas de lien mécanique entre baisse du chômage et renchérissement des salaires. La situation actuelle en est la preuve : les salaires stagnent et les prix flambent. Par exemple, en France, selon les derniers chiffres de la DARES², « le salaire moyen de base a perdu 3 % de sa valeur réelle sur un an au deuxième trimestre ». Aux États-Unis, les salaires horaires ont progressé de 5,2 % sur un an alors que l'inflation a progressé, sur la même période, de 8,5 %. Au deuxième trimestre, le salaire horaire réel dans le domaine non agricole a reculé de 1,7 % sur un an et de 4,4 % sur trois mois. Alors, s'il y a bien, à l'heure actuelle, une corrélation entre baisse du taux de chômage et inflation, il n'y a, en revanche,

aucune causalité. L'inflation augmente beaucoup plus vite que les salaires : ce n'est donc pas une boucle salaire-prix que nous avons sous les yeux.

La deuxième théorie développée par les économistes orthodoxes est la théorie monétariste de l'inflation. L'augmentation des prix serait la conséquence d'une quantité de monnaie trop importante par rapport à la quantité de marchandises en circulation. Or, si le lien entre quantité de monnaie et inflation était aussi direct, la flambée des prix aurait commencé dès 2008, date à partir de laquelle les grandes banques centrales ont commencé à injecter des quantités d'argent inédites dans le système bancaire. Là encore, établir un lien direct entre quantité de monnaie et quantité de marchandises en circulation ne permet ni de décrire ni de comprendre les phénomènes actuels.

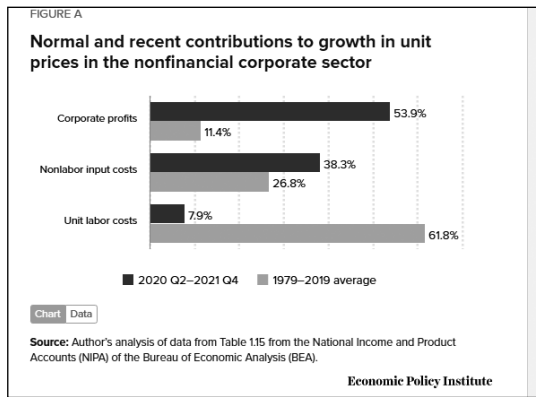


Figure 3

Les causes de l'inflation sont donc à chercher ailleurs que dans les théories orthodoxes. Chronologiquement, la flambée inflationniste a débuté après la première vague de confinement. À ce moment-là, la reprise des activités normales de l'économie a créé un rebond de la demande qui s'est établie à des niveaux un peu inférieurs à la demande avant Covid. C'est-à-dire à un niveau qui ne provoquait pas de poussée inflationniste particulière en 2019. La hausse des prix constatée était donc principalement due aux difficultés de redémarrer les chaînes d'approvisionnement, de refaire circuler les marchandises autour du globe mais pas au niveau de la demande. Or, s'il s'agissait de la seule cause de l'inflation, cette dernière aurait dû se résorber en quelques mois. Pourtant, elle persiste. Il y a donc d'autres causes à l'augmentation continue des prix depuis le début de 2021. Parmi les causes souvent mentionnées, la guerre en Ukraine est probablement celle qui revient le plus. Si l'invasion russe a effectivement eu pour conséquence de faire grimper les prix des hydrocarbures et donc à renforcer le phénomène inflationniste, elle n'en est pas responsable. L'inflation était déjà de 6% dans la zone euro et de 8% au début du conflit. Au cluedo de l'inflation, nous venons d'éliminer la hausse des salaires, la hausse des prix de l'énergie et le niveau de la demande.

Une crise de rentabilité

Il reste alors un dernier facteur explicatif: un accroissement du taux de marge des entreprises. L'Economic Policy Institute reconnaît que, depuis la fin du premier confinement, la moitié de la hausse des prix (53,9%) peut être attribuée à une hausse anormale des profits, quand, dans le même temps, le coût du travail n'a contribué que d'environ 8% à l'inflation. Cette situation est tout à fait nouvelle, en effet, la contribution des profits à la hausse des prix était en moyenne de 11% sur la période 1979-2009 et celle des salaires était autour de 60% sur la même période (voir Figure 3). La contribution des consommations intermédiaires à la hausse des prix est, quant à elle, passée d'environ 27% sur la période 1979-2009 à 38% à la sortie du premier confinement. C'est donc bien une hausse directe des marges des entreprises qui est principalement responsable de la crise inflationniste. S'il n'est pas étonnant que les capitalistes cherchent, par tous les moyens, à augmenter leurs profits, cette méthode rentière d'augmentation pure et simple du prix des marchandises est pourtant inhabituelle dans le système capitaliste. En effet, la compétition féroce entre capitalistes pour vendre leurs marchandises a tendance à limiter les hausses de

C'est donc bien une hausse directe des marges des entreprises qui est principalement responsable de la crise inflationniste.

prix n'ayant d'autre but que d'augmenter les marges. En effet, le capitaliste trop gourmand risque de ne plus vendre quoi que ce soit s'il propose des biens plus chers que ses concurrents à qualité identique. Ce mécanisme de régulation par la compétition ne semble plus fonctionner aujourd'hui. Cette panne s'explique notamment par :

– **La concentration du capital:** le mouvement de libéralisation des marchés de la phase néolibérale s'est accompagné d'une concentration croissante des entreprises. Ce mouvement a été encore accéléré à la suite de la crise de 2008. Les grandes banques centrales ont commencé à injecter des quantités considérables de monnaie dans les circuits financiers (politique de quantitative easing) et à baisser drastiquement les taux d'intérêts ce qui a permis à de nombreuses entreprises de réaliser des opérations d'acquisition de concurrents. Cette multiplication d'opérations de rachats a provoqué une concentration record des capitaux, synonyme de faible pression concurrentielle. Or, cette concentration permet à ces corporations d'imposer plus facilement leurs prix sans perdre de parts de marché. Ainsi, la Banque des règlements internationaux soulignait dans un récent rapport que la capacité de formation des prix par les entreprises avait atteint des plus hauts historiques.³

– **L'érosion des gains de productivité du travail:** Comme indiqué en Figure 4, la croissance de la productivité du travail, historiquement faible depuis le début des années 1960, s'effondre depuis le début de l'année 2021. Cet effondrement de la productivité du travail entraîne à son tour une hausse de la part des salaires par unité produite et donc une réduction des marges à prix constants. Alors, pour maintenir voire pour augmenter leurs marges, les capitalistes n'ont qu'une solution : augmenter les prix.

Le capitalisme actuel est donc dans une situation où la baisse de la productivité du travail ne permet pas de maintenir les taux de profits autrement qu'en augmentant directement les prix, et, où la concentration des capitaux est suffisamment élevée pour permettre aux grandes corporations d'imposer leur prix au marché. En d'autres termes, le problème de l'érosion des profits est, en ce moment, contourné par une méthode rentière, celle de l'augmentation directe du prix des marchandises. Cette augmentation des prix agit comme une taxe sur le prix des marchandises permettant de rémunérer directement le capital, c'est le retour de la taille.

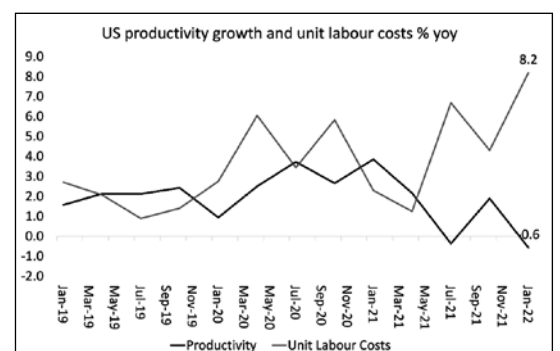


Figure 4

En ce moment, partout autour du monde, des travailleurEs se mettent en mouvement contre la flambée des prix.

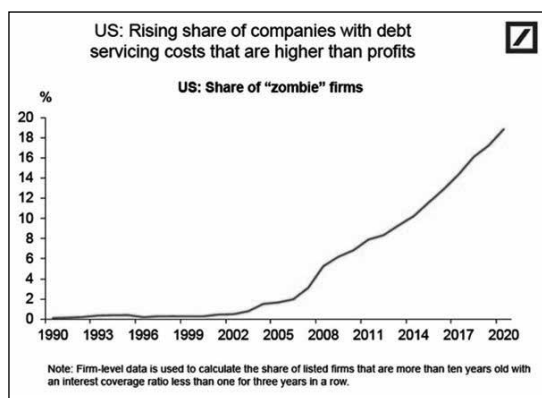


Figure 5

Faire payer notre classe

Face à cette boucle profit-prix, les gouvernements ont deux solutions possibles.

La première consisterait à laisser filer l'inflation permettant de maintenir le taux de profit et d'investir, par exemple, dans la transition énergétique. Mais, ce scénario optimiste ne tient pas compte du fait qu'investir dans l'économie productive ne permet pas d'obtenir des profits intéressants car aucun de ces investissements ne permet une quelconque hausse de la productivité du travail. Or, sans cette hausse de productivité, la situation restera inchangée et la boucle profit-prix restera l'unique moyen à la main des capitalistes pour maintenir leurs marges. Mais, une hausse continue des prix sur le dos des travailleur-euse-s rendrait très certainement la situation sociale explosive.

La seconde solution qui est de loin la plus probable consiste à augmenter les taux d'intérêt dans l'espoir de créer un ralentissement économique. Seulement, une forte hausse des taux d'intérêts à toutes les chances de provoquer une grave crise économique. En effet, depuis la crise de 2008, le nombre d'entreprises zombies⁴ et la part de l'investissement qu'elles représentent (voir Figure 5) n'a cessé d'augmenter jusqu'à représenter presque 20 % des entreprises aux États-Unis. Or, ces entreprises zombies ont une probabilité très élevée de faire faillite dans l'année suivant une hausse brutale des taux d'intérêts. Par ailleurs, les entreprises zombies ne sont pas les seules à être menacées par une hausse des taux d'intérêts. Les politiques de taux bas voire négatifs adoptées par les grandes banques centrales ont créé une nouvelle catégorie d'entreprises vulnérables : les *fallen angels*. Ces entreprises, saines au départ, ont profité des faibles taux d'intérêts pour réaliser des opérations d'acquisition de concurrents financées par un recours massif à de l'endettement. Ces entreprises se sont donc fragilisées face à une hausse à court terme des taux d'intérêts. Le bureau des règlements internationaux estime que le montant des crédits accordés à de potentiels *fallen angels* a crû de 307 trilliards de dollars sur la période 2009-2019. Ainsi, une hausse brutale des taux d'intérêts pourrait provoquer des cascades de faillites, des millions de licenciements et donc, là encore, une situation sociale explosive.

Vers une révolte mondiale ?

Il semble donc que le capitalisme mondial se dirige vers un nouvel épisode de crise qui pourrait être d'une ampleur bien plus grande que celles qui ont secoué le 20^e siècle. En effet, ces dernières étaient circonscrites à des secteurs particuliers de l'économie : le secteur des nouvelles technologies dans les années 2000, le secteur financier en 2008, ou encore les dettes souveraines dans les années 2010. Les effets de ces crises ont pu être contenus en utilisant de nouveaux outils qui ont, à leur tour, provoqué de nouvelles crises. L'ingénierie financière a été développée pour permettre de redresser les marchés financiers dans les années 2000. Ce même secteur est entré en crise en 2008 et a été sauvé de l'effondrement par l'intervention directe des États. Cette intervention a alors transformé la crise du système bancaire en crise des dettes souveraines européennes. Puis, l'intervention de la banque centrale européenne au travers de sa politique de *quantitative easing* a permis, une fois encore, de contenir en partie les effets de ces crises successives. Par ailleurs, dans le même temps, l'économie mondiale était tirée par le maintien d'investissement et d'une croissance très dynamiques en Chine. Mais, la crise inflationniste actuelle touche l'ensemble des économies, la croissance ralentit partout dans le monde, et aucun gouvernement ni aucune banque centrale ne semblent avoir de solutions pour éviter une récession mondiale.

Si les perspectives économiques sont sombres, la situation est, dans le même temps, pleine de promesses pour les révolutionnaires. En ce moment, partout dans le monde, des travailleur-euse-s se mettent en mouvement contre la flambée des prix. C'est particulièrement le cas en Asie. Au Sri Lanka, les révoltes ont fait fuir le gouvernement du pays. Au Bangladesh les travailleur-euse-s du thé ont cessé le travail par centaines de milliers et ont refusé de reprendre leur poste après que les syndicats ont appelé à interrompre la grève. En Inde, le mouvement des paysans reprend, accompagné par les étudiant-e-s. Au Pakistan, ce sont les travailleur-euse-s du textile qui sont entré-e-s en grève pour des augmentations de salaire. En Europe, c'est l'Angleterre qui est en pointe des mobilisations. Les grèves se multiplient : la poste, le train, le métro, les dockers. La perspective d'une grève générale prend corps. En France, le gouvernement Macron a décidé de faire porter tout le poids de l'inflation sur les salarié-e-s et dans le même temps prépare de nouvelles réformes de l'assurance chômage et des retraites. Tout ce qui a été construit lors de la bataille contre la réforme des retraites et autour « d'occupons l'Odéon » va pouvoir être remobilisé pour élargir encore le camp de la contestation. Si l'été fût caniculaire, l'automne sera sans doute bien plus chaud !

ANOUC BRUNET ET PAUL VADORI

1 – J. Choonara, « Gathering Storm », *International Socialism* 175, juin 2022. <http://isj.org.uk/the-gathering-storm/>

2 – <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/evolution-des-salaires-de-base-dans-le-secteur-privé-T22022p>
3 – <https://www.bis.org/publ/bisbull53.pdf>

4 – Ces entreprises se caractérisent par le fait que les revenus qu'elles génèrent ne couvrent, dans le meilleur des cas, que le montant des intérêts qu'elles doivent rembourser.



GYMNASTIQUE DES GRÈVES EN ANGLETERRE : LA LUTTE APPELLE-T-ELLE LA LUTTE ?

Il y a eu un changement majeur dans le niveau des grèves et la confiance gagnée par tous les syndicalistes et militant·es socialistes. Après des années de baisse historique de l'intensité des luttes, on assiste soudain à d'importantes grèves, nationales et à répétition, avec environ 50 000 travailleur·euses ferroviaires et du métro, 120 000 postier·es, 40 000 travailleur·euses des télécommunications.

Des grèves locales, pouvant durer jusqu'à plusieurs semaines, ont également pris de l'importance, entreprises par des sections de conducteur·ices de bus, d'éboueur·euses, des travailleur·euses de la santé et dans d'autres secteurs.

Une récente grève très médiatisée au port de Felixstowe a vu 2 000 travailleur·euses entraîner la fermeture du plus grand port à conteneurs de Grande-Bretagne pendant huit jours.

Et il y a d'impressionnantes grèves non-officielles (sans préavis syndical et sans les scrutins pourtant imposés par les lois antisyndicales) dans les entrepôts d'Amazon, sur les plateformes de la mer du Nord et sur certains chantiers de construction.

La guerre de classe unilatérale est terminée

Un grand nombre de ces grèves ont été victorieuses, au moins partiellement. Elles n'ont pas permis d'accéder à toutes les revendications et la plupart du temps les négociations sont en dessous du taux de l'inflation actuelle. Mais iels ont gagné·es bien plus que ce que les patrons n'auraient voulu céder

Mais iels ont gagné·es bien plus que ce que les patrons n'auraient voulu céder et ces victoires ont renforcé l'idée qu'une lutte peut être victorieuse.

et ces victoires ont renforcé l'idée qu'une lutte peut être victorieuse.

La guerre de classe unilatérale où les employeurs attaquaient et où les syndicats ne réagissaient que de manière limitée est terminée.

Quel est le moteur de la résistance ? Le fait le plus important est l'inflation galopante. Les taux officiels du gouvernement montrent une augmentation des prix de 10,1% par an. Mais un calcul encore plus précis, que le gouvernement avait utilisé auparavant, montre une augmentation de 12,3% par an.

Les prix du gaz et de l'électricité augmentent bien davantage. À partir d'octobre, le prix des factures de combustible d'un ménage moyen sera d'environ 4 200 euros par an, pratiquement 3 fois plus qu'en mars cette année.

Cela signifie que des millions de personnes vont devoir choisir entre « se chauffer ou manger » cet hiver.

Cela signifie que des millions de personnes vont devoir choisir entre « se chauffer ou manger »¹ cet hiver. À moins d'une action urgente, nous allons devoir faire face à la précarité généralisée, la malnutrition, des maladies et la mort.

En plus de cela, lors de la pandémie, les travailleur-euses étaient félicité-es par le gouvernement et les médias, tout en leur demandant d'accepter des augmentations qui ne coïncident pas avec le taux d'inflation. Les pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs, comme chez les conducteur-ices de poids lourds, permettent de donner de la confiance aux travailleur-euses pour se mettre en lutte.

Des facteurs plus importants sont également à prendre en compte. Le Parti conservateur au pouvoir a dû se débarrasser de son Premier ministre Boris Johnson, puisqu'il était régulièrement présenté comme un menteur ayant enfreint les règles qu'il avait mises en place pour le confinement, en organisant des soirées au cœur du gouvernement. Les conservateurs organisent une élection supplémentaire pour choisir qui prendra la suite de B. Johnson qui donne lieu à des attaques acerbes des candidat-es les uns contre les autres. Cela renforce le sentiment que le gouvernement est faible, incompetent et qu'il peut être battu.

Enfin, le leader du Labour Party, Keir Starmer, qui a remplacé le politique de gauche Jeremy Corbyn, a refusé de soutenir les grèves et a pris des mesures disciplinaires à l'encontre d'un membre du parti s'étant rendu à un piquet de grève. Il y a donc peu d'illusion que le Labour Party sera la solution – c'est lutter ou mourir de faim.

Des batailles politiques à gagner

Le retour des grèves est un élément majeur, extrêmement positif, qui fait émerger de nouveaux arguments à propos du rôle central de l'action des travailleur-euses. Cela permet, pour les socialistes, d'atteindre une nouvelle audience et d'échanger sur la manière de battre les conservateurs et les corporatistes. Au sein du Socialist Workers Party, nous poussons dans le sens de la solidarité avec les grèves, pour la généralisation et l'unification du mouvement, pour que les grèves soient victorieuses – et non pour accepter de faibles compromis.

Mais il y a des batailles politiques à gagner. Les dirigeants syndicaux divisent les grèves. Par exemple, un syndicat des chemins de fer fait grève un jour, un autre le lendemain, puis les postiers un autre jour. Les dirigeants syndicaux apparaissent sur des plateformes communes lors de rassemblements, mais ils n'appellent pas à des grèves communes. Cela limite le sentiment que les jours de grève sont un point de convergence pour l'ensemble de la classe ouvrière.

Il y a quelques discussions parmi les activistes à propos d'une grève générale, mais pour le moment, nous en sommes loin. Si les grèves ne se transforment pas en mouvement long ou à durée indéterminée, il est peu probable d'envisager des victoires significatives.

Lorsqu'un nouveau Premier ministre entrera en fonction le 5 septembre, ils s'appêtent à déclencher

de nouvelles attaques contre les syndicats. Le niveau de lutte va devoir s'intensifier pour ne pas les laisser arriver à leur fin.

Il n'est pas certain que les grands syndicats du secteur public puissent atteindre les seuils de participation au scrutin requis par les lois antisyndicales actuelles. Les lois exigent que 40 % des votant-es soutiennent les grèves. Là où les syndicats locaux sont peu représentés, ils ont rarement réussi à atteindre ce pourcentage – et les dirigeants syndicaux ne vont pas suggérer de contourner ces lois ou de partir en grève malgré tout.

Mais il est possible que l'exemple des groupes déjà en mouvement, la pression intense des prix qui grimpent, et le nouvel esprit de révolte donnent à voir des grèves de larges pans de travailleur-euses de la santé, des administrations locales, des professeur-es et du personnel universitaire dans les mois à venir.

D'autres formes de révoltes seraient possibles, venant de l'extérieur des organisations syndicales. Un récent sondage montre que 49 % des 18-24 ans sont d'accord pour dire que « *compte-tenu de l'augmentation du coût de la vie, manifester dans les rues serait justifié* ». Seulement 41 % ne sont pas d'accord.

Les plus importantes formes de résistance de ces dernières années ont concerné des mouvements comme les grèves lycéennes et étudiantes pour le climat, Black Lives Matter, Extinction Rebellion. En même temps que la lutte augmente, il reste important de continuer d'argumenter à propos de la nécessité de combattre les oppressions et de construire des mouvements tel que Stand Up to Racism. C'est même encore plus important puisque les conservateurs cherchent à briser l'opposition en attaquant les personnes migrantes, les réfugié-es, les personnes transgenres.

Nous sommes dans une nouvelle phase de lutte, mais les socialistes doivent continuer à débattre de la ligne à suivre et d'une alternative révolutionnaire au Labour Party et aux dirigeants syndicaux.

CHARLIE KIMBER (LONDRES, SWP). TRADUIT PAR AUDE (NANTES)

Intertitres par nos soins.

1 – « Se chauffer ou manger » traduit de l'anglais « heat or eat »



Le retour des grèves est un élément majeur, extrêmement positif, qui fait émerger de nouveaux arguments à propos du rôle central de l'action des travailleur-euses.



BIG UP

RENNES FÉMINISTE ET ANTIRACISTE

À Rennes, les 12 et 13 mars dernier, s'est tenu Big Up, un événement féministe et antiraciste, dans le cadre de la journée internationale de luttes pour les droits des femmes et de la Campagne Antiracisme et Solidarité.

Le nom était inspiré par la chanson de Diam's, dont certaines paroles devraient sûrement être revues aujourd'hui mais ce n'est pas le débat. Ce festival a été porté par des membres du collectif féministe NousToutes35 et par les animateurs de la Maison de Quartier Villejean où s'est déroulée la première partie du week-end. La seconde partie s'est déroulée à Maurepas, un autre quartier de Rennes – celui dans lequel, notamment, Babacar Gueye a été tué par un policier de la BAC en 2015¹. Une dizaine de collectifs et d'associations locales ont gravité autour de l'organisation et de la participation à ce week-end.

Concerts, projections, ateliers, foot... on croise les collectifs et les pratiques

La journée du samedi, à la Maison de Quartier Villejean, était financée par le dispositif « Rennes de la nuit », notamment pour rémunérer les artistes. Dans l'après-midi étaient programmés des ateliers-rencontres avec des associations et collectifs antiracistes et féministes : ISKIS Rennes, Gras politique, NousToutes35, l'inter-organisations antifasciste, le Planning familial, SUD Santé et trois associations du quartier Villejean – Kune, Educ'Ustawi et Le Bougainvilliers.

Nous avons projeté le film documentaire d'Ivora Cusack, *Remue ménage dans la sous traitance*, qui suit la lutte des femmes de chambres des hôtels Accor à Paris en 2002.

En fin de journée se sont enchaînés une scène ouverte, réservée aux femmes et aux personnes aux genres minorisés, puis un repas à prix libre préparé par le réseau de Ravitaillement des luttes, et pour finir, les concerts de Juste Shani, Kitsune Kendra et Uzi Freyjia. Dj palette, la dj qui accompagne les luttes rennaises de ses sets survoltés, a clôturé la première journée.

Le dimanche, à Maurepas, avait lieu un tournoi de foot réservé aux femmes et genres minorisés, organisé par le club Les Rennes, suivi d'un atelier

Convaincues aussi que l'art et la politique peuvent fonctionner ensemble et permettent de réunir des personnes aux parcours plus divers, pas forcément à l'aise avec des contenus militants.

punchlines pour travailler la répartition dans les situations d'oppressions, animé par NT35. Le week-end s'est alors clôturé par la projection du documentaire de Jérôme Host, *Un racisme à peine voilé*, qui revient sur la lutte contre l'islamophobie et contre la loi de 2004 sur l'interdiction des signes religieux dans les établissements scolaires.

D'où nous vient cette idée ?

Tout commence autour du constat que plusieurs rappeuses françaises, de longues dates (ex : Casey, Sianna, Ryaam) ou émergentes (ex : Soumeya, R'may, Juste Shani), ont des textes clairs qui nous servent pour mettre l'ambiance. Ce sont des artistes qui permettent d'appuyer nos propos lors de manifestations, de goûters féministes, de début ou fin de réunions, dans nos vidéos militantes, etc. L'initiative de l'événement *Big Up* vient donc de trois personnes membres ou proches du collectif NousToutes35, qui bossent avec des adolescent-es et leurs familles, et qui ont évoqué l'envie de mixer sur le temps d'un weekend, l'aspect culturel et l'aspect militant. Convaincues que le live donne plus de poids aux discours féministes et antiracistes, nous souhaitons inviter une artiste engagée qui se produirait sur scène. Convaincues aussi que l'art et la politique peuvent fonctionner ensemble et permettent de réunir des personnes aux parcours plus divers, pas forcément à l'aise avec des contenus militants. Tout le monde n'a pas l'appétence d'écouter un discours avant une manifestation ou d'en être touché, tout le monde n'a pas le goût de lire des articles d'A2C en rentrant du travail. La musique, elle, peut combiner une histoire personnelle, une technique musicale et des revendications politiques qui s'adressent à toutes personnes voulant bien l'écouter.

Après des discussions informelles, nous commençons donc à chercher des financements et des partenaires pour mettre en œuvre ce projet. Le point d'information jeunesse nous ont guidées vers la subvention spécifique à la Ville qui se nomme « Rennes de la Nuit ». Cette dernière permet de promouvoir des événements culturels organisés par et pour les jeunes. Les conditions posées par la subvention sont la gratuité de la soirée, le fait qu'il n'y ait pas d'alcool à vendre, que ce soit porté par une association et le fait que ce soit une soirée par des jeunes et pour des jeunes (mais nous n'avons pas vraiment suivi ce dernier point car on avait une volonté d'organisation intergénérationnelle). Il est possible d'obtenir jusqu'à 6 000 euros. L'enjeu se situe désormais dans le fait de trouver une association, parce que NousToutes35 n'est qu'un simple collectif, sans salarié-es, sans numéro siret, ni même de local, qui n'est juste bon qu'à rassembler 5 000 personnes dans la rue en pleine crise sanitaire, rien de très sérieux...

Le collectif ayant déjà établi un travail de réseau depuis trois ans, la prise de contact avec la Maison de Quartier dont nous avons de bons échos et dont nous connaissions l'ouverture et l'investissement, fut largement facilitée.

De plus, lorsque nous avons pensé à l'organisation de cet événement, nous souhaitons que des jeunes puissent s'impliquer dans l'organisation, non seulement en tant que spectateur-rices, mais aussi en tant qu'organisateur-ices et créateur-ices dans un cadre collectif. Les compétences professionnelles des animateurs jeunesse de la maison de quartier, leur implantation, les liens avec le tissu associatif local couplé à nos réseaux personnels de travailleuses sociales, et les rapports affectifs et de confiance qui peuvent naître de ce type de cadre, nous ont permis de former un groupe de jeunes adolescent-es qui ont eux et elles-mêmes communiqué leur participation dans leurs différents cercles amenant ainsi un public large, au-delà des réseaux militants. Un événement

L'implantation [des animateurs de la maison de quartier], les liens avec le tissu associatif local couplé à nos réseaux personnels de travailleuses sociales, et les rapports affectifs et de confiance qui peuvent naître de ce type de cadre, nous ont permis de former un groupe de jeunes adolescent-es qui ont eux et elles-mêmes communiqué leur participation dans leurs différents cercles amenant ainsi un public large, au-delà des réseaux militants.

comme *Big Up* ne peut fonctionner sans implantation dans le territoire de la part des personnes qui font vivre le week-end : Nadjib et Fabien de la Maison de Quartier, Loulie, Olive, Lilya, Thanina du club de foot Les Rennes, Jeanne et Maxime du GRPAS, Groupe Rennais de Pédagogie et d'Animation sociale, Amandine de la Maison Verte, Aline, Val, Pauline et Mylène de NousToutes35, Régine et Fatima de Kuné, un collectif de femmes de Villejean, les artistes qui ont participé à la scène ouverte, ont ramené leur proches et ont communiqué sur l'événement, le réseau de Ravitaillement des luttes en Pays Rennais et toutes les associations, collectifs et syndicats qui ont participé notamment au forum.

La force de l'implantation locale et des liens durables !

La communication a également été pensée en ce sens, avec des tracts ciblés, dans les quartiers d'implantation du festival qui avaient aussi été des départs de manif à NT35 mais également aux abords des établissements scolaires. Nous avons aussi contacté des foyers d'accueil, des éducateur-ices spécialisés et mobilisé des parents d'élèves. Nous avons malgré tout constaté des difficultés de communication de l'événement auprès des plus de 30 ans qui habitent le quartier. Une partie du week-end étant subventionnée par la mairie de Rennes, elle a également fait sa propre politique de communication plus axée sur le centre-ville, même si nous n'en avons pas bien cerné ni l'ampleur ni la direction.

L'organisation concrète du festival s'est mise en place autour de réunions hebdomadaires à la Maison de Quartier avec des jeunes et des membres de NousToutes35 impliqués dans le projet et des retours de ces réunions lors des plénières du collectif.

Tout le travail organisationnel, avec le budget prévisionnel, le prêt ou l'achat de matériel, la réservation des hôtels, des trains pour les artistes, leurs contrats, les assurances, les devis, etc. Rien de tout ça n'aurait été possible sans la maison de quartier de Villejean car elle dispose d'un statut juridique.

Pistes d'amélioration pour 2^e édition

Les besoins d'implication du collectif par rapport à cet événement spécifique, n'ont pas été clarifiés suffisamment tôt car nous prenions conscience de la nécessité du soutien de la MQV au fur et à mesure de l'organisation de l'événement. Ainsi, le sentiment d'implication collectif de NT35 ne s'est pas fait sentir (nous parlons de sentiment collectif



d'implication car individuellement des membres de NT35 étaient impliquées). Notamment par manque d'organisation et de disponibilité des organisatrices du festival (c'est-à-dire nous-mêmes qui écrivons cet article). En effet, nos absences répétées aux plénières – nous travaillons toutes sur ces horaires, et ouais, on ressent le besoin de se justifier, kestuveux, et nos transmissions qui se faisaient plus sous formes de directives que de prises de décisions collectives, ont largement contribué à réduire les possibilités d'appropriations du festival par le collectif. Il s'agit donc d'un point primordial à améliorer pour *Big up 2* notamment en assurant plus d'allers-retours entre interlocuteur-ices, mais également en créant des petits groupes de travail par domaines nécessaires à l'organisation du festival. Sans compter que nous ne sommes pas membres du bastion le plus actif de NT35 et que par conséquent nous ne sommes pas les personnes qui portent habituellement les événements, expliquant ainsi notre méconnaissance partielle du mode de fonctionnement du collectif. L'implication des jeunes est également à retravailler puisque ceux qui ont été les plus impliqués sont ceux qui avaient un lien établi avec nous. Cela demandera donc pour la seconde édition de travailler plus en amont les rencontres avec les jeunes, les membres du collectif NT35, et les jeunes entre elles et eux.

L'autre constat regrettable est le fait que nous n'ayons pas pris le temps de préparer des prises de paroles face au public. Ces temps qui auraient permis de recontextualiser et expliquer pourquoi on fait ça, pourquoi on invite tel collectif, telle artiste, pourquoi on trouve que c'est primordial de faire des rendez-vous culturels politisés qui donnent espoir en la force du groupe et qui démontrent l'importance de la solidarité. Pourtant, nous savons que c'est sur le moment, parce que les gens sont en train de le vivre, que la théorie et la pratique font leur effet et marquent les esprits. Mais on ne va pas se flageller non plus, lors de la prochaine édition, nous ferons en sorte que personne ne parte sans avoir la possibilité de raconter clairement les volontés et la raison d'être de l'événement. On ne peut que s'améliorer.

Ça fait toujours plaisir d'énerver les faf surtout quand on le fait avec « LEUR ARGENT ».

Tout cela étant dit, les retours du public nombreux, plus de 650 personnes sur le week-end, furent très positifs. Nous avons pu constater une grande mixité – en termes de genres, de races, de générations, de lieux de vie, de codes sociaux, militants ou associatifs. Concernant l'impact politique, même s'il est difficilement mesurable, le succès de l'événement démontre que la musique, l'activité physique collective et le cinéma sont des moyens toujours aussi efficaces pour gagner du terrain idéologiquement, s'ils sont combinés à une approche territoriale. De plus, l'article paru dans *Breizh infos* – un site fasciste breton, qui dénonçait un festival « *indigéniste et non mixte financé par la ville de Rennes* », nous a confirmé que nous étions sur la bonne voie. Ça fait toujours plaisir d'énerver les faf surtout quand on le fait avec « LEUR ARGENT ».

France 3 a également fait un retour sur le week-end, en faisant un reportage tv sur l'atelier punchlines, soit le seul atelier qui avait une approche plus inter-individuelle du féminisme donc quelque peu dépolitisé. Et il n'a évidemment pas été question dans le reportage de la dimension antiraciste de l'événement. Nous devons leur rappeler que nous ne luttons pas contre des individualités mais nous luttons contre un pouvoir qui opprime et qui exploite.

Nous luttons contre des structures de dominations, alors « *ne nous souhaitez pas bonne fête* » (Juste Shani) mais bonnes luttes, « on va se battre jusqu'à la mort car nos vies valent plus que de l'or » ou que « leurs profits » si vous êtes plus syndicalistes que Le Juiiice.

À très vite derrière un mégaphone !

YUNA ET OMBELINE (RENNES)

1 – Voir l'article « Mobilisation contre le racisme et les violences policières à Rennes » de juin 2020.

LE CAPITALISME EN FRANCE ET LA PLACE PARTICULIÈRE DU MILITAIRE

Un monde de production de marchandises est un monde de concurrence entre les producteurs. La compétition économique avec l'accumulation de moyens de production et la compétition militaire avec l'accumulation de moyens de destruction ne peuvent se mener l'une sans l'autre et sont les jauges de cette concurrence qui permettent d'illustrer l'interdépendance mutuelle des États et des capitaux nationaux.

« **U**n État peut négliger les intérêts de certains capitalistes, mais il ne peut pas oublier que ses revenus et sa capacité à se défendre contre d'autres États dépend de la continuité de l'accumulation capitaliste. Parallèlement, un capital individuel peut, au prix de grandes difficultés, se déraciner du sol de son État national et se replanter dans un autre ; mais il ne peut opérer à long terme dans une situation de Far West sans un État efficace pour le protéger à la fois contre les forces d'exploitation, et contre d'autres capitaux et leurs États. »¹

Le militaire occupe ainsi une place déterminante dans le développement des États et capitaux nationaux. Mais cette place n'est pas toujours la même d'un État à l'autre, selon sa position dans la compétition économique, sa stabilité politique, la place laissée à l'armée dans les institutions politiques, etc. Et il y a en France une particularité vis-à-vis du militaire qui est selon Claude Serfati² « avec les États-Unis, et sans doute plus que ce pays depuis quelques années, le seul grand pays occidental dont l'interaction entre l'influence économique et l'interventionnisme militaire soit aussi forte. »³

*You that build the death planes
You that build the big bombs
You that hide behind walls
You that hide behind desks⁴*

L'accumulation dans la compétition militaire

Au cœur de la question militaire, il y a les armées : des armes, du matériel, des soldats, des vétérans, des formations, une organisation ; l'argent nécessaire pour financer tout cela est prélevé sur la plus-value réalisée par les économies. Cette portion de la richesse ne reviendra jamais dans l'économie productive et est consacrée uniquement aux moyens de destruction dont l'accumulation au « niveau nécessaire pour garantir la victoire dans la guerre dépend de la même tendance à accumuler des moyens de production que la lutte pour les marchés »⁵.

Depuis le début de l'emprise capitaliste sur les sociétés occidentales, les montants des dépenses consacrés à la défense et à la sécurité⁶ ont atteint des niveaux inédits dans l'histoire de l'humanité et n'ont cessé d'augmenter. Et la tendance s'accélère actuellement : voilà des années que les États se réarment.



1 – Chris Harman, *Zombie Capitalism*, Chapitre 4. Chris Harman était un activiste anglais, membre du Socialist Workers Party en Angleterre dont il a été dirigé le journal et participé au Comité central. Une partie de ses œuvres est accessible en ligne en français : <https://www.marxists.org/francais/harman/>

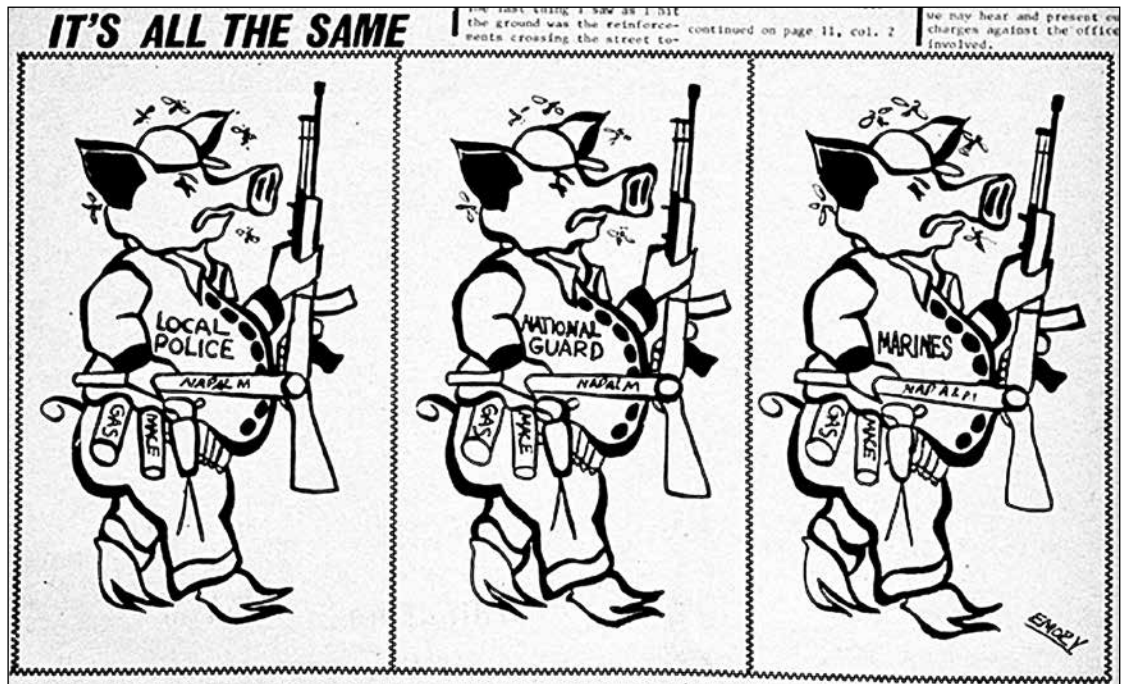
2 – Claude Serfati est économiste, chercheur associé à l'IRES (Institut de recherches économiques et sociales), et au CEMOTEV (Université Versailles-Saint-Quentin) et membre du conseil scientifique d'Attac.

3 – Claude Serfati, *Le militaire, Une histoire française*, Éditions Amsterdam, 2017.

4 – Bob Dylan, *Masters of War* (1963).

5 – Chris Harman, *Zombie Capitalism*, Chapitre 4.

6 – Il s'agit de dépenses militaires auxquelles on ajoute aussi les dépenses de sécurité intérieure (police, gendarmerie nationale, etc.)



2021 a été la septième année consécutive d'augmentation des dépenses militaires dans le monde et la première fois qu'elles dépassent 2 000 milliards de dollars constants⁷, plus de 2 % des 100 000 milliards de richesse produite dans le monde cette année-là. Pour mesurer l'accélération de cette tendance, voici les dépenses militaires dans le monde en dollars constants depuis les années 1990. À noter que l'augmentation des dernières années est notamment portée par les pays d'Europe et d'Asie :

- En 1990 (année précédant la dislocation de l'URSS) : 1 450 milliards
- En 2002 (année de l'invasion de l'Irak par les États-Unis) : 1 225 milliards
- En 2009 (après la crise économique de 2008) : 1 798 milliards
- En 2015 (après l'invasion du Dombass par la Russie) : 1 742 milliards
- En 2021 : 2 000 milliards

Depuis 2001, il y a eu 35 000 milliards de dollars en dépenses militaires dans le monde. 44 % des dépenses ont été faites par les États-Unis, 9 % par la Chine et derrière ces deux puissances, 8 États ont dépensé entre 900 et 1 200 milliards de dollars : Royaume-Uni, Arabie saoudite, Inde, France, Russie et Japon puis l'Allemagne et la Corée du Sud qui sont en train d'aligner leur niveau de dépenses sur ces autres puissances.

Les budgets de défense et de sécurité de l'État français parmi les plus élevés du monde depuis 1949

Chaque année, depuis au moins 1949⁸, la France a été parmi les dix pays qui ont fait le plus de dépenses militaires, maintenant un niveau d'accumulation que seules certaines économies pouvaient soutenir, comme celles des États-Unis, du Japon, de l'Allemagne (Allemagne de l'Ouest puis Allemagne réunifiée), du Royaume-Uni et de la Russie (URSS puis Russie). En 2021 en France, près de 54 milliards de dollars ont été consacrés aux budgets de la défense et de la sécurité. Si l'on devait mesurer les tendances d'une société

Armement et armée ont accompagné le développement du capitalisme français et lui ont permis de prendre sa place parmi les plus grandes puissances occidentales, de s'étendre et de s'enrichir avec l'esclavage puis la colonisation.

capitaliste aux investissements qu'elle fait, il est intéressant de rappeler que cette année-là, le budget de l'éducation nationale était de 64 milliards de dollars (55 milliards d'euros).

Cette position parmi les États les plus actifs dans la compétition militaire est une tendance qui s'observe sur le temps long en France. Armement et armée ont accompagné le développement du capitalisme français et lui ont permis de prendre sa place parmi les plus grandes puissances occidentales, de s'étendre et de s'enrichir avec l'esclavage puis la colonisation : « *La situation coloniale c'est d'abord une conquête militaire continuée et renforcée par une administration civile et policière* »⁹. La place occupée par le militaire, la nature de l'accumulation de moyens de destruction et les moyens mis en œuvre pour la mener ont pris leur forme actuelle lors du retour du général de Gaulle en 1958, quelques jours seulement après une tentative de coup d'État menée par plusieurs généraux qui voulaient maintenir l'Algérie parmi les colonies françaises et qui le soutiendront dans sa prise de pouvoir.

De Gaulle permettra d'asseoir l'armée comme colonne vertébrale de la république française avec un changement de régime et une doctrine de défense « *indépendance – dissuasion – conscription* »¹⁰ qui se déclinera à travers l'armement nucléaire (sur lequel viendra s'appuyer le nucléaire civile), une armée capable d'intervenir partout (et notamment en Afrique) et la défense du territoire qui s'est appuyée sur la conscription jusqu'à la suspension du service militaire par Jacques Chirac en 1997 pour privilégier alors une armée professionnelle.

C'est parce que le capitalisme français a investi massivement dans ce secteur que d'autres ont reculé, victimes de la compétition économique d'autres états et capitalismes nationaux.

Dès les premières années de la 5^e République, de 1959 à 1966 « les grands programmes atomiques, militaires, aéronautiques et spatiaux ont représenté 65 % de l'ensemble de la recherche publique et autour de 70 % dans les années 70 »¹¹. Après la guerre d'Algérie et la défaite infligée à l'armée française, l'accumulation prend une nouvelle direction et se concentre sur le nucléaire et ce sont alors jusqu'à environ 50 % des dépenses d'équipement totales qui vont à l'effort nucléaire de 1965 à 1969¹².

Les recherches nécessaires au nucléaire militaire sont venues amorcer puis ont alimenté dans le temps le champ du nucléaire civil faisant actuellement de la France le troisième producteur mondial d'électricité nucléaire dans le monde (à égalité avec la Chine, loin derrière les États-Unis et loin devant le quatrième pays la Russie), le pays le plus dépendant de l'énergie produite par son parc nucléaire (69 %, l'Ukraine est deuxième avec 55 %)¹³ et la quatrième puissance nucléaire militaire en terme de têtes nucléaires¹⁴.

France : troisième exportateur d'armes

Le capitalisme français concentre 11 % des exportations d'armement sur la période 2017-2021, c'est le troisième exportateur d'armes au niveau mondial sur cette période. Si elle reste devancée par les États-Unis qui représentent 39 % de ces exportations et la Russie qui en comptabilise 19 %, la France est largement devant la Chine qui n'en concentre que 4,6 % sur cette même période.

Et pour exporter des armes, il faut évidemment les produire. Et de ce point de vue aussi, la place qu'occupe le militaire dans l'appareil productif du capitalisme français est démesurée¹⁵ :

- Sur les 50 premières usines de France par effectifs salarié-e-s, 15 appartiennent à des groupes engagés dans la production militaire aéronautique, navale et terrestre. Seul le secteur de l'automobile est plus représenté avec 17 usines.

- Les plus grands groupes à production militaire (moins d'une dizaine) comptaient en 2012 pour 22 % de l'ensemble des dépenses de recherche et de développement des 50 premiers groupes industriels français.

- 6 % des effectifs de l'industrie manufacturière sont salarié-e-s de l'industrie et sont concentrées dans quelques régions comme l'Île-de-France, 12 % des emplois de l'industrie qui sont dans le secteur de la défense, et Provence-Alpes-Côte d'Azur 20 %

Ces données attestent de la centralité de la défense et de la sécurité dans le système nationale d'innovation et de production ainsi que de la spécialisation de l'industrie française sur les marchés militaires et les industries proches comme le nucléaire et l'aéronautique qui se fait au détriment d'autres secteurs industriels (équipements industriels, biens de consommation etc.).

Autrement dit, il faut envisager la centralité de l'industrie de défense et de sécurité non pas comme le moyen pour le capitalisme français de préserver son industrie, mais plutôt comme le facteur principal de l'affaiblissement de l'industrie manufacturière. C'est parce que le capitalisme français a investi massivement dans ce secteur que d'autres ont reculé, victimes de la compétition économique d'autres états et capitalismes nationaux.

*They hit the world trade, the Pentagon, and almost got the White House
now everybody walkin' round patriotic
How we gon' fight to keep freedom when we ain't got it?
You wanna stop terrorists?
start with the U.S. imperialists*¹⁶

Une armée qui fait la guerre sans compter

Il n'existe aucun décompte officiel des interventions menées par l'armée française à l'extérieur. Cela ne signifie pas que l'État français et l'armée française ne communiquent pas sur certaines opérations extérieures (OPEX), mais rien ne les oblige à le faire, ni avant, ni pendant, ni après. Le « droit de faire la guerre » est celui du président de la République, il peut décider seul d'envoyer des troupes, sans consulter ni ministre, ni gouvernement, ni Parlement.

Le dernier rapport parlementaire sur le sujet date de 2015 et a dénombré 111 opérations militaires menées à l'extérieur des frontières de l'État français entre 1991 et 2015 et 25 opérations en cours cette année-là. Ce qui est certain c'est que l'armée française fait la guerre dans des conflits d'envergure ou mène des occupations dont l'initiative est celle de l'État français seul : en 2011 en Lybie ; de 2013 à 2022 au Mali jusqu'à ce que l'État malien ne demande à l'armée française de quitter son territoire ; en République centrafricaine de 2013 à 2016 ; dans des conflits sous commandement de l'Otan en Afghanistan, en Irak ou au Liban pour ne parler que des guerres les plus récentes.

7 – Les dollars constants correspondent à un calcul qui permet d'éliminer les variations du pouvoir d'achat du dollar au fil du temps et donc de comparer des investissements dans le temps sans subir l'effet de l'inflation.

8 – L'institut SIPRI ne fournit pas de données avant cette date <https://www.sipri.org/databases/milex>

9 – Frantz Fanon.

10 – Rappelé dans ce discours par le Secrétaire générale du Secrétariat générale de la Défense et de la Sécurité nationale SGDSN <http://www.sgdsn.gouv.fr/discours/la-defense-et-les-moyens-de-lindependance-strategique-hommes-industries-capacites/>

11 – Claude Serfati, *Le militaire, Une histoire française*, Éditions Amsterdam, 2017, p. 118.

12 – Claude Serfati, *Le militaire, Une histoire française*, Éditions Amsterdam, 2017, p. 58.

13 – <https://pris.iaea.org/PRIS/WorldStatistics/NuclearShareofElectricityGeneration.aspx>

14 – <https://sipri.org/media/press-release/2022/global-nuclear-arsenals-are-expected-grow-states-continue-modernize-new-sipri-yearbook-out-now>

15 – Claude Serfati, *Le militaire, Une histoire française*, Éditions Amsterdam, 2017, p. 89.

16 – Dead Prez, *Know your enemy* (2002).

Les contingents les plus importants de soldats et les durées les plus longues d'occupations ont, dans la très grande majorité des cas, lieu en Afrique où l'armée française honore les « accords de défense » en appui du capitalisme français et des « accords de partenariat économique » facilités par le franc CFA et la Francophonie. La sécurisation de zones de marché, de zones d'influences, de ressources ou de matières premières est la raison pour laquelle l'armée française vient garantir « la présence de la France dans une Afrique convoitée »¹⁷ pour reprendre le titre d'un groupe de travail du Sénat en 2013.

Toujours en 2013, avant que l'opération Barkhane ne soit en place, des soldats des forces spéciales de l'armée française avait été envoyée pour protéger les mines d'Uranium exploitées par Areva¹⁸ qui est chaque année parmi les 3 entreprises qui produisent le plus d'Uranium avec les entreprises Cameco et Kazatomprom, une entreprise canadienne et une entreprise kazakhe, deux pays disposant de mines d'Uranium sur leur territoire national. L'État français est « dépendant des seules mines du Niger pour son approvisionnement en uranium à usage stratégique militaire »¹⁹ et y a replié les troupes de l'opération Barkhane chassée par l'État malien.

Et pour prendre l'exemple d'un autre grand groupe du capitalisme français : Total produit près de 30%²⁰ de son pétrole et de son gaz en Afrique. Total est aussi l'entreprise qui a réalisé en 2021 les bénéfices les plus importants (14 milliards d'euros²¹) parmi les 40 entreprises du CAC40, l'année où les bénéfices des 40 plus grandes entreprises du capital national n'ont justement jamais été aussi hauts²².

*S'il faut donner son sang
Allez donner le vôtre
Vous êtes bon apôtre
Monsieur le Président²³*

Macron, champion de l'impérialisme français

La loi de Programmation militaire 2019-2025 que Macron avait faite voter par le Parlement en 2019 prévoyait une augmentation progressive des budgets militaires de 41% sur la période et de 71% si on compare ce qui était prévu en 2025 par rapport au montant des dépenses de 2018. Elle prévoyait par exemple 37 milliards d'euros pour le renouvellement de l'arsenal de dissuasion nucléaire (naval et aérien). Macron a cependant décidé que cette augmentation, pourtant spectaculaire, n'était pas suffisante et a annoncé la veille du défilé militaire annuel du 14 juillet dernier, qu'il avait demandé à son ministre des Armées de la réévaluer à l'horizon



La sécurisation de zones de marché, de zones d'influences, de ressources ou de matières premières est la raison pour laquelle l'armée française vient garantir « la présence de la France dans une Afrique convoitée ».

de 2030 « pour mener certains investissements et réorienter certaines actions »²⁴ et que cette loi sera votée début 2023.

Macron a également poursuivi l'effort constant de l'État français dans sa volonté d'élever le niveau d'implication dans la compétition militaire de l'Union européenne²⁵, dans l'espoir de pouvoir éventuellement accélérer l'accumulation de moyens de destruction de l'armée française (si l'UE lui apporte un soutien financier) voire d'augmenter les moyens de destruction sous le commandement de l'armée française en tant que seule puissance nucléaire et aussi en tant qu'armée la plus puissante et expérimentée. Cette avantage comparatif est favorable à l'État et au capitalisme français et est un contrepoids à son influence économique déclinante face notamment au capitalisme allemand au sein de l'UE.

Il y a un domaine d'accumulation de moyens de destruction dans lequel les pays de l'Union européenne ont rapidement trouvé des intérêts communs : le contrôle des frontières. La militarisation de Frontex financée par l'Union européenne et les pays membres de l'union s'est accompagnée d'une augmentation de son budget passé de 19 millions d'euros en 2004 (date de la création de l'agence) à 758 millions en 2022 et d'une augmentation de son niveau de destruction. L'application des accords de Schengen²⁶ en 1995 s'est faite à condition de verrouiller les frontières : 40 555 personnes²⁷ sont mortes en voulant rejoindre l'Union européenne depuis 1993 ; et d'externaliser la tragédie qu'elles engendrent : Frontex intervient désormais hors de l'espace Schengen, comme en Lybie et au Niger.

L'impérialisme français prêt à mordre au piège de la guerre

Les États-Unis sont la puissance économique et militaire la plus dominante depuis la Seconde Guerre mondiale. La compétition économique et militaire avec l'URSS s'est terminée avec sa dislocation en 1991. Entre temps, le conflit entre ces deux puissances a poussé à plusieurs reprises l'ensemble de l'humanité aux précipices d'un conflit nucléaire.

La concurrence de l'hégémonie américaine est désormais menée par la Chine et se joue à nouveau pleinement aux niveaux économiques et militaires qui viennent se cristalliser autour des zones d'influence respectives situées au sein d'une zone que Macron a placée au cœur de sa stratégie militaire dès 2018 dans la loi de Programmation militaire 2019-2025 : l'Indopacifique²⁸. Cette zone couvre l'ensemble des pays qui ont un accès direct à l'océan Indien (de la côte Est de l'Afrique jusqu'à l'Australie à l'Ouest et l'Inde au Nord) et au sud de l'océan Pacifique (de la Nouvelle-Zélande jusqu'à la Corée du Sud et la Corée du Nord, le Japon et la Chine en incluant toutes les îles dont Taïwan).

Au-delà de l'intérêt stratégique de la zone qui concentre 60% de la population mondiale et des



L'affaiblissement économique du capitalisme français, sa dépendance inédite à l'armement et à l'interventionnisme de son armée, le nationalisme de sa bourgeoisie obsédée par sa propre grandeur qui s'estompe sont les rails qui mèneront l'impérialisme français à vouloir précipiter toute la société dans la guerre et notre classe dans les cimetières.

richesses produites chaque année et deux tiers de la croissance économique, l'État français y contrôle des territoires conquis durant son expansion coloniale, des bases militaires et des zones d'influence : 93 % de sa zone économique exclusive (espace maritime souverain) est située dans les océans Indien et Pacifique. Au total, 1,5 million d'habitant-e-s y résident, ainsi que 8 000 militaires en permanence.

Le développement du conflit entre la Chine et les États-Unis dans ses aspects économiques et militaires est amené, étant donné le poids de ces deux puissances dans l'accumulation de moyens de production et de destruction, à prendre des proportions qui concerneront certainement la majorité des États à travers le monde. L'affaiblissement économique du capitalisme français, sa dépendance inédite à l'armement et à l'interventionnisme de son armée, le nationalisme de sa bourgeoisie obsédée par sa propre grandeur qui s'estompe sont les rails qui mèneront l'impérialisme français à vouloir précipiter toute la société dans la guerre et notre classe dans les cimetières. La guerre nécessite de construire une union nationale qu'il va nous falloir combattre en toutes occasions.

L'instabilité du pouvoir politique de Macron et de la classe bourgeoise dans un contexte de crise

économique majeure s'illustre aussi à travers le renforcement continu depuis plusieurs années de l'ensemble des moyens assignés à la police (armes, recrutement, lois...) qui s'est, elle aussi, militarisée.

L'armée a également un rôle de maintien de l'ordre. Par exemple, à travers les missions et fonctions de la gendarmerie (force armée en charge de fonctions de police) régulièrement aux côtés de la police dans les répressions de mouvements sociaux, dans les déclarations récentes de Darmanin qui veut ouvrir à Mayotte des lieux de rééducation et de redressement pour mineurs qui seraient encadrés par des militaires ou bien dans le développement économique, idéologique et politique de la « guerre contre le terrorisme » menée par les puissances occidentales pour justifier des guerres à l'extérieur des frontières aussi bien que des politiques sécuritaires et racistes à l'intérieur des frontières.

À propos de ce rôle de maintien de l'ordre, Robert Paxton²⁹ nous rappelle ce qui distingue encore l'armée française des autres : « *la France n'était certes pas, à la fin du 19^e siècle, le seul pays en Europe où les troupes régulières réprimaient les grèves industrielles mais ce n'est qu'en France qu'on vit l'armée reconquérir la capitale à la manière d'une forteresse ennemie et cela par deux fois en 1848 et 1871.* »

MATHIEU (PARIS 20^e)

- 17 – Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées par le groupe de travail sur la présence de la France dans une Afrique convoitée <https://www.vie-publique.fr/rapport/33604-presence-de-la-france-dans-une-afrique-convoitee>
- 18 – https://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/02/01/des-reservistes-des-forces-speciales-deployes-sur-les-sites-d-areva-au-niger_1825929_3212.html
- 19 – <https://survie.org/billets-d-afrique/2017/267-mai-2017/article/niger-une-base-strategique-pour-la-france-et-ses-allies>
- 20 – <https://survie.org/billets-d-afrique/2019/288-juillet-aout-2019/article/total-et-francafrique-l-histoire-evolue-mais-continue>
- 21 – En ça va augmenter encore en 2022 : « *TotalEnergies a déjà annoncé en juillet 2022 avoir réalisé plus de 17,7 milliards d'euros de profits (18,8 milliards de dollars) sur le seul premier semestre 2022 [1]. Soit presque trois fois plus que sur le premier semestre 2021* » : <https://basta.media/superprofits-totalenergies-n-a-pas-payé-d-impot-sur-les-societes-en-france-depuis-deux-ans>
- 22 – https://www.francetvinfo.fr/economie/entreprises/totalenergies-annonce-un-benefice-gigantesque-de-14-milliards-d-euros-pour-2021_4953384.html
- 23 – Boris Vian, *Le Déserteur* (1954).
- 24 – <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/07/13/discours-aux-armees-a-lhotel-de-brienne-1>
- 25 – <https://www.publicsenat.fr/article/politique/macron-propose-une-vraie-armee-europeenne-135122>
- 26 – En 2021, l'espace Schengen regroupe 26 États : 22 des 27 membres de l'Union européenne (UE). La Bulgarie, la Roumanie, Chypre et la Croatie n'y participent pas encore. L'Irlande, quant à elle, bénéficie d'un statut particulier et ne participe qu'à une partie des dispositions Schengen ; quatre États associés, non-membres de l'UE : Norvège, Islande, Suisse et Liechtenstein.
- 27 – <https://voeurop.eu/fr/frontex-les-politiques-migratoires-de-lue-ont-tue-plus-de-40-000-personnes-depuis-1993-une-campagne-pour-abolir-frontex/>
- 28 – <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/asia-oceanie/l-espace-indopacifique-une-priorite-pour-la-france/>
- 29 – Robert Paxton, historien américain, spécialiste de la Seconde Guerre mondiale : <http://revueperiode.net/une-breve-histoire-de-limperalisme-francais/>



SE PRÉPARER AUX GUERRES QUI (RE)VIENNENT

L'invasion russe de l'Ukraine entre dans son 7^e mois sans solution en vue. À l'autre bout de la planète, la concurrence économique entre la vieille puissance des USA et la Chine émergente se transforme sous nos yeux en rivalité militaire, avec le détroit de Taïwan comme point de déflagration annoncé. Après des décennies où les guerres semblaient se cantonner aux périphéries du système capitaliste, nous assistons au retour des combats et des tensions au cœur même du système : l'Europe et l'Asie du Sud-Est. Les rivalités économiques, commerciales et géopolitiques se doublent d'une course effrénée aux armements. La situation ressemble furieusement au début du 20^e siècle qui avait accouché de la Première Guerre mondiale. Les révolutionnaires qui, à l'époque, avaient refusé de se ranger derrière leurs classes dirigeantes respectives avaient inscrit deux slogans sur leurs bannières : « l'ennemi principal est à la maison », et « transformer la guerre impérialiste en guerre civile ». Ces mots d'ordres sont-ils toujours d'actualité ?

À en croire les réactions de la grande majorité de la gauche à l'invasion russe de l'Ukraine, la réponse est clairement non. Une partie insignifiante de la gauche légitimise de fait la guerre déclenchée par Poutine contre l'Ukraine et reprend, avec quelques nuances d'usage, la propagande du chef du Kremlin. Mais cette « gauche » ne mérite pas qu'on s'attarde sur son cas. Bien plus graves sont les positions prises par la gauche qui reconnaît à juste titre la nature impérialiste de la politique poursuivie par l'État russe, mais ne voit d'autre réponse possible que de s'aligner objectivement avec un impérialisme rival, donc avec sa propre classe dirigeante.

Sans prétendre à une revue exhaustive, cet article va tenter de montrer que les positions erronées de la gauche proviennent fondamentalement d'une incompréhension de la nature de l'impérialisme, qui l'empêche de voir la guerre en Ukraine dans son contexte plus large – et donc de se préparer aux confrontations à venir.

Qu'est-ce que l'impérialisme ?

D'une certaine manière, l'impérialisme existe depuis que l'État existe. Empire romain, égyptien, perse, arabe, chinois, germanique, mongol, ottoman, etc. : de nombreuses civilisations ont exhibé des tendances à l'expansion armée. Le schéma de l'époque était relativement simple : les classes dirigeantes de ces sociétés vivaient dans des grandes villes (Rome, Ctésiphon, Bagdad, Pékin, etc.) et exploitaient les classes paysannes des zones rurales aux alentours. Une puissance émergente avait donc tendance à utiliser son armée

L'impérialisme moderne est un phénomène très différent. Son trait principal est la rivalité entre les plus grosses puissances capitalistes, alors que la domination des faibles par les forts, malgré toute sa brutalité, en est une conséquence.

pour conquérir de nouvelles terres, accaparant ainsi plus de ressources qui servaient principalement à la consommation de la classe dirigeante. Dans ce contexte, les forces armées servaient principalement à assurer l'obéissance des classes paysannes et l'extraction des ressources par la force. Les guerres entre les différentes puissances impérialistes avaient un caractère épisodique et secondaire ; le trait principal était la domination des faibles par les forts.

L'impérialisme moderne est un phénomène très différent. Son trait principal est la rivalité entre les plus grosses puissances capitalistes, alors que la domination des faibles par les forts, malgré toute sa brutalité, en est une conséquence.

L'impérialisme moderne trouve son origine dans le système économique capitaliste arrivé à un certain niveau de développement.

La tendance à la concentration et à la centralisation du capital, identifiée par Marx dès le 19^e siècle, est une conséquence naturelle de la nature compétitive du capitalisme. Les entreprises les plus profitables peuvent investir pour baisser leurs coûts de production et ainsi agrandir leurs parts de marché au détriment de leurs rivaux. Les entreprises les moins profitables disparaissent ou, souvent,



Invasion russe en Ukraine.

sont rachetées par leurs rivales plus puissantes. Ainsi, un nombre toujours plus petit d'entreprises concentre de plus en plus de capitaux et occupe une plus grande partie du marché. Des branches entières de production sont dominées par une poignée de compagnies ou de groupes. L'essor des banques et du système financier, en permettant de rassembler des capitaux issus de différents domaines pour les diriger en tant qu'investissements, ne fait que doper ces tendances. Le révolutionnaire russe Nikolai Boukharine explique en 1914 : « Là où de nombreuses entreprises propriétés d'individus étaient en compétition les unes avec les autres, on voit apparaître la concurrence la plus féroce entre une poignée de groupes capitalistes géants poursuivant une politique complexe et calculée [...] La compétition est réduite à peu de chagrin à l'intérieur des économies "nationales", pour prendre des proportions colossales dans l'arène de l'économie mondiale. »¹

Ce partage du monde entre les multinationales ne relègue aucunement les États nationaux aux arrières-plans. Dans leur combat dans l'arène mondiale, les firmes capitalistes ont un besoin vital de s'adosser à un État suffisamment puissant pour défendre leurs intérêts face aux entreprises liées à d'autres États, de leur assurer un accès aux matières premières et à la force de travail dans des conditions favorables, et enfin de leur « ouvrir » et de protéger leurs parts de marché sur tous les continents.

De son côté, l'État moderne a besoin d'encourager le développement du capitalisme. Une de ses sources principales de revenus est la taxation des profits des entreprises : l'État s'approprie ainsi une partie des fruits de l'exploitation du travail salarié, et est donc directement intéressé par le succès de « ses » capitalistes (quand il n'agit pas lui-même en tant que capitaliste, par exemple à travers les entreprises dont il est actionnaire). De plus, le pouvoir d'un État moderne, de sa bureaucratie

La dépendance mutuelle et dialectique entre État et capital crée ce lien entre la compétition géopolitique et la compétition économique : c'est la caractéristique fondamentale de l'impérialisme.

et de ses forces armées, repose sur des infrastructures et des équipements matériels. Moyens de communication, de transport, armes, marine, aviation, etc., tous ces attributs de puissance, sans lesquels l'autorité d'un État disparaîtrait en fumée, sont inconcevables sans l'industrie capitaliste.

Enfin, tout comme la concurrence entre les différents capitaux est une caractéristique fondamentale du système, l'État moderne existe forcément en compétition avec d'autres États.

La dépendance mutuelle et dialectique entre État et capital crée ce lien entre la compétition géopolitique et la compétition économique : c'est la caractéristique fondamentale de l'impérialisme.

La hiérarchie des nations impérialistes n'est pas figée : la dynamique du capitalisme est inégale dans l'espace et dans le temps, et le centre de gravité de l'accumulation ne reste jamais au même endroit. Le partage du monde et des zones d'influences repose sur des rapports de forces entre les différentes nations capitalistes, rapports qui sont eux-mêmes instables. Les relations se décident, en dernier lieu, par la puissance militaire.

Selon Lénine, « *Les alliances pacifiques préparent les guerres et, à leur tour, naissent de la guerre ; elles se conditionnent les unes les autres, engendrant des alternatives de lutte pacifique et de lutte non pacifique sur une seule et même base, celle des liens et des rapports impérialistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale.* »²

C'est ainsi que la lutte économique et politique permanente explose en des déflagrations violentes où les questions de rapport de forces se règlent par

La puissance de la Russie étant limitée comparé aux USA et à ses alliés, il est d'autant plus vital pour l'État russe d'être capable de défendre ce qui lui reste d'influence et de pouvoir.

les armes. La guerre n'est donc, selon la célèbre formule du théoricien militaire prussien Carl von Clausewitz, que la continuation de la politique par d'autres moyens. C'est d'autant plus vrai dans les périodes de déséquilibre aigu, lorsque des puissances économiques sur le déclin utilisent leur force armée pour enrayer leur chute, tandis que les forces émergentes tentent de se construire une puissance militaire digne de leur nouveau statut économique.

C'était notamment le cas des deux guerres mondiales qui éclatèrent sur le continent européen. La Grande-Bretagne et la France étaient deux puissances sur le déclin mais fortes de leurs colonies et de leur influence commerciale et politique accumulée lorsqu'elles se trouvaient au sommet de la hiérarchie. L'Allemagne, puissance émergente, devenue économiquement plus dynamique, cherchait à se forger une stature politique et commerciale digne de son nouveau statut économique, donc à empiéter sur le territoire des anciennes puissances.

L'impérialisme et la guerre en Ukraine

L'impérialisme est donc ancré dans l'ADN du capitalisme moderne ; reprocher à Poutine de mener une politique impérialiste équivaut à reprocher à un patron de mener une politique capitaliste.

Les formes spécifiques prises par la relation entre l'État et le capital, les stratégies spécifiques adoptées par les classes dirigeantes peuvent varier d'une époque à l'autre selon une multitude de facteurs historiques et politiques. Dans un article publié en juin 2022, le militant britannique Rob Ferguson revient sur les trois dernières décennies qui ont fait que l'Ukraine s'est retrouvée prise au milieu de la « fissure eurasiatique » entre la Russie et l'Otan. Il résume la problématique post-soviétique ainsi :

« La Russie a émergé de l'effondrement de l'empire soviétique avec une économie, un État et une armée sérieusement affaiblis ; mais elle était loin d'être impuissante. Elle a hérité du deuxième plus grand arsenal nucléaire du monde et des plus grosses forces armées conventionnelles de la région. La plupart des États de l'ex-URSS restent longtemps dépendants des ressources énergétiques russes ainsi que de l'infrastructure industrielle et économique mise en place sous le pouvoir soviétique. La puissance de la Russie étant limitée comparé aux USA et à ses alliés, il est d'autant plus vital pour l'État russe d'être capable de défendre ce qui lui reste d'influence et de pouvoir. »³

Le rôle historique de Vladimir Poutine doit être vu dans ce contexte. Après le chaos de la première décennie post-URSS, l'arrivée au pouvoir de l'ancien du KGB a permis de discipliner les oligarques, de recentraliser le pouvoir d'État (notamment en menant des guerres sanglantes en Tchétchénie et

en refondant les appareils de sécurité intérieure) et de reprendre un contrôle direct sur certains secteurs économiques stratégiques. La relation entre le capital et l'État fut ainsi reconstruite en Russie, sur des bases économiques certes moins élevées que l'URSS⁴, mais permettant néanmoins à l'État russe d'utiliser sa puissance économique et militaire pour défendre son influence régionale face à l'expansion de l'Otan. La guerre en Ukraine ne peut être vue hors de ce contexte. Le fait que l'impérialisme russe soit principalement occupé par la défense de ses intérêts face à un impérialisme plus puissant ne le rend pas le moins du monde légitime ; il s'agit simplement pour nous d'essayer de comprendre ce qui se passe, sur quelles bases réelles les exploités se concurrencent entre eux.

La réaction de l'Otan à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en plus des sanctions économiques visant la Russie et de l'armement direct de l'armée ukrainienne, est résumée par cette observation de Henry Foy :

« Alors que la guerre fait rage en Ukraine, les pays du flanc Est de l'Otan sont le théâtre du déploiement militaire le plus rapide et le plus massif de l'histoire moderne de l'Europe : un état d'alerte et de mobilisation qui n'est pas tout à fait celui d'une guerre, mais qui est aussi loin de la paix [...] et sans les accords de la guerre froide qui servaient de garde-fous. »⁵

Il est clair que l'enjeu objectif de cette guerre, qu'on le veuille ou non, dépasse largement la question de l'autodétermination du peuple ukrainien dont l'Otan et Poutine se foutent éperdument. Pour l'Otan, l'enjeu est double : d'un côté, « transformer l'Ukraine en Afghanistan », comme l'a dit sans sourciller Hillary Clinton, c'est-à-dire de profiter de l'erreur d'un rival pour l'affaiblir fût-ce au prix de la destruction de l'Ukraine. Mais pour l'État américain, qui reste de loin l'impérialisme le plus puissant et le plus dangereux de la planète, l'enjeu dépasse la Russie. Cette dernière est un rival économique insignifiant, et un rival militaire de second rang capable tout au plus de jouer un rôle régional.⁶ L'enjeu stratégique pour l'impérialisme US est représenté par la puissance capitaliste émergente qui menace son hégémonie économique comme aucune ne l'avait jamais fait auparavant : la Chine. La guerre de la Russie contre l'Ukraine est donc l'occasion de resserrer les liens de l'Otan, de gagner la bataille politique pour l'augmentation des budgets militaires et la préparation des armées au retour des confrontations entre grandes puissances.

La Chine est dans le collimateur de l'impérialisme US depuis longtemps : déjà au moment de l'invasion de l'Irak en 2003, les think-tanks américains parlaient de contrôler la région qui alimente l'économie chinoise en pétrole. Barack Obama a tenté tant bien que mal de désengager les troupes US du moyen-orient au nom de la politique du « pivot vers l'Asie ». Donald Trump s'est engagé dans une « guerre commerciale » contre la Chine, une politique continuée depuis par Joe Biden. Le président actuel n'exclut pas une confrontation militaire avec la Chine au sujet de Taïwan, dont l'industrie produit l'immense majorité des puces électroniques du monde, et dont la zone maritime est le point de passage de la majorité des exportations chinoises.



Canons français César vendus à l'Ukraine et à l'Arabie saoudite.

Quel internationalisme, quelle politique antiguerre ?

Cet article a tenté d'offrir une perspective alternative à celle qui domine la gauche depuis l'invasion de l'Ukraine. Les points suivants sont à souligner :

Premièrement, l'impérialisme n'est pas simplement une politique poursuivie par une classe dirigeante mais c'est une conséquence objective de la rivalité économique et de la rivalité géopolitique sous le capitalisme. Reprocher à un État de mener une politique impérialiste revient à reprocher à un patron de mener une politique capitaliste. L'impérialisme n'a pas pour origine véritable l'idéologie de telle ou telle classe dirigeante. Celles et ceux qui fouillent dans les bas-fonds de la pensée impériale russe, ou pire encore, s'adonnent à des spéculations sur la psychologie de Poutine pour expliquer la guerre meurtrière déclenchée contre l'Ukraine regardent dans la mauvaise direction. Le discours idéologique peut être nécessaire pour justifier une aventure impérialiste ; il n'en constitue pas pour autant l'origine, qui est matérielle et objective. La « nature » d'un régime (démocratique, parlementaire, autocratique, etc.) n'est pas non plus le facteur décisif. Beaucoup de bavardages s'attardent sur la nature autoritaire du régime russe pour expliquer l'invasion de l'Ukraine, comme si les pays démocratiques que sont les USA, la France et la Grande-Bretagne n'avaient jamais envahi personne !

Deuxièmement, le trait principal de l'impérialisme n'est pas la domination des faibles par les forts, mais la rivalité entre les puissances impérialistes. Ce point est important à la fois dans l'analyse (que nous avons tenté de démontrer ci-dessus) et dans notre réaction politique. Gilbert Achcar, par exemple, réduit l'impérialisme à une série d'invasions de pays faibles par des pays plus forts, sans lien particulier entre elles (il est loin d'être le seul à penser de la sorte). C'est ce qui lui permet d'affirmer que « *Le sort de l'invasion de l'Ukraine par la Russie déterminera la propension de tous les autres pays*

L'impérialisme n'est pas simplement une politique poursuivie par une classe dirigeante mais c'est une conséquence objective de la rivalité économique et de la rivalité géopolitique sous le capitalisme.

à l'agression. Si elle échoue à son tour, l'effet sur toutes les puissances mondiales et régionales sera celui d'une forte dissuasion. Si elle réussit [...], l'effet sera un glissement majeur de la situation mondiale vers la loi de la jungle sans retenue, enhardissant l'impérialisme des États-Unis lui-même et ses alliés à poursuivre leur propre comportement agressif. »⁷

L'affirmation fantaisiste selon laquelle l'échec d'une aventure impérialiste aurait un effet dissuasif sur toutes les autres puissances ne résiste pas au moindre examen des faits tels qu'ils se sont déroulés dans le monde réel. L'échec de la France en Indochine n'a pas dissuadé les USA d'envahir le Vietnam ; leur propre échec n'a pas empêché l'URSS d'envahir l'Afghanistan dans la foulée, pour un échec plus retentissant encore. Les occupations catastrophiques par les USA de l'Afghanistan et de l'Irak, que Achcar prend en exemple, sont loin d'avoir dissuadé les autres puissances : dans la foulée, Israël a lancé une guerre contre le Liban, la Russie a profité de l'embourbement des USA au Moyen-Orient pour envahir la Géorgie en 2008, l'Iran, la Turquie, Israël, la Russie et les USA eux-mêmes sont intervenus en Syrie, l'Arabie saoudite a envahi le Yémen, sans compter les nombreuses interventions de l'armée française sur le continent africain.

Si l'on comprend l'impérialisme comme un système de rivalités entre différentes puissances, et non comme une série d'aventures aléatoires, alors il devient tout à fait logique que l'échec d'une puissance impérialiste puisse avoir pour effet d'encourager d'autres puissances à s'engouffrer dans la brèche, à profiter de l'occasion pour faire avancer leurs pions.

Si l'on comprend l'impérialisme comme un système de rivalités entre différentes puissances, et non comme une série d'aventures aléatoires, alors il devient tout à fait logique que l'échec d'une puissance impérialiste puisse avoir pour effet d'encourager d'autres puissances à s'engouffrer dans la brèche.

Pas un ou une anti-impérialiste digne de ce nom ne souhaiterait pour autant autre chose qu'un échec de l'impérialisme russe en Ukraine. Mais la question fondamentale est de quel échec parlons-nous ? Il existe, en fin de compte, deux possibilités : ou bien l'échec est le fait d'une intervention (directe ou indirecte) de puissances impérialistes rivales de la Russie (avec le peuple ukrainien comme chair à canon), ou bien l'échec de la classe dirigeante russe est le résultat d'un soulèvement populaire contre la guerre.

La gauche est malheureusement en grande partie montée dans le train en marche de l'impérialisme rival ; en soutenant les sanctions contre la Russie (qui sont, comme toute l'histoire des sanctions internationales le démontrent, des sanctions contre le peuple russe, des sanctions qui vont renforcer la mainmise économique et politique de la classe dirigeante russe sur son peuple), en soutenant les livraisons d'armes par l'Otan, on se range derrière la classe dirigeante ukrainienne qui, apeurée par l'impérialisme russe, s'est livrée à un impérialisme rival.

Face à la Première Guerre mondiale, les bolcheviks agitèrent avec succès le mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Une politique qui aboutit à la révolution et contribua à mettre fin à la guerre. Cette possibilité peut aujourd'hui sembler utopique et lointaine.

Pourtant, envers et contre tout, et malgré la faiblesse de l'agitation politique, une telle possibilité existe réellement : depuis le premier jour de l'invasion, les soldats de l'armée russe montrent peu d'enthousiasme pour la guerre. L'État russe a tellement peur des désertions qu'il n'a toujours pas déclaré de mobilisation générale de sa population ; de nombreuses désertions ou refus de combattre ont été rapportés. Des soldats auraient même exécuté leur propre commandant dans au moins un cas identifié. Des unités formées de minorités ethniques russes et placées dans les zones les plus dangereuses du front ont protesté. Le fait même que l'État russe se sente obligé d'appliquer une censure impitoyable pour arrêter l'expression du sentiment antiguerre prouve que celui-ci existe réellement. De leur côté, des syndicalistes biélorusses ont revendiqué plusieurs actes de sabotage sur le réseau ferré qui sert l'armée russe.

Tous ces faits peuvent sembler isolés et anecdotiques à celles et ceux qui ne voient pas la possibilité d'un soulèvement contre la guerre, d'une fraternisation entre les Ukrainien·nes et les Russes contre cette guerre qui leur est imposée par l'État russe, comme une issue possible du conflit. Pour les révolutionnaires, au contraire, ces faits constituent la preuve irréfutable qu'une politique visant à transformer la guerre impérialiste en

guerre de classe est possible. C'est même la seule alternative réaliste à un affrontement Otan-Russie sur la terre ukrainienne.

Pour la gauche occidentale, encourager cette possibilité signifie avant tout couper l'herbe sous les pieds de nos impérialistes, de notre classe dirigeante. En affirmant haut et fort qu'aucun alignement avec notre classe dirigeante n'est possible, en refusant les sanctions qui touchent le peuple russe, en refusant l'augmentation des budgets militaires, on lui enverrait un message clair : il est possible de s'unir par en bas contre cette guerre imposée par en haut.

Conclusion

Le pacifisme abstrait est tout à fait vain ; espérer que la guerre s'arrêtera par elle-même, et surtout que de nouvelles guerres ne seront pas déclenchées, reviendrait à exorciser les démons du capitalisme par des incantations magiques.

Il faut tout d'abord reconnaître la nature objective de la guerre impérialiste sous le capitalisme. Que derrière la façade des volontés subjectives des cliques dirigeantes, des idéologies fumeuses, qu'elles soient nationalistes ou pseudo-démocratiques, se jouent des tendances objectives, matérielles, qui sont intimement liées aux rivalités capitalistes. Espérer que celles-ci pourront s'éteindre en changeant de discours ou de dirigeants est totalement utopique. Sous le capitalisme, les accords d'hier ne sont que les préparations des guerres de demain. La guerre n'est pas une tumeur accrochée au corps sain du capitalisme ; au contraire, la guerre impérialiste est la plus extrême expression de l'essence concurrentielle du capitalisme.

La guerre qui déchire l'Ukraine n'est qu'une répétition à petite échelle de ce que nous réservent les rivalités impérialistes dans les années à venir. Le slogan de la transformation des guerres impérialistes en guerres civiles sera d'actualité car les conditions objectives nous l'imposeront.

Attendre sagement le silence des armes et refuser de sortir les marrons révolutionnaires du feu de l'impérialisme reviendrait finalement à abandonner le destin de l'humanité à telle ou telle classe dirigeante. L'histoire joue cartes sur table et nous donne deux issues à la crise que traverse l'humanité : guerre impérialiste ou guerre de classe ?

JAD BOUHAROUN

1 – <https://www.marxists.org/archive/bukharin/works/1917/imperial/10.htm>

2 – <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp9.htm>

3 – <http://isj.org.uk/eurasian-faultline/>

4 – La Russie étant principalement réduite à une source de matières premières pour le marché mondial avec une industrie relativement faible. Pour donner un ordre de grandeur, le PIB de la Russie équivaut à moins de la moitié de celui de l'Allemagne, et le PIB par habitant·e de la France est 4 fois plus important que celui de la Russie.

5 – <https://www.ft.com/content/a1a242c3-9000-454d-bec7-c49077b2cc6c>

6 – Pour donner une idée, le budget militaire de la Russie en 2019 était 5 fois moins important que le budget militaire des pays européens de l'Otan sans compter les États-Unis. Si l'on inclut le budget militaire des USA, le rapport est de 1 à 15.

7 – <https://alencontre.org/laune/memorandum-sur-une-position-anti-imperialiste-radical-concernant-la-guerre-en-ukraine.html>



RÉVOLUTION AU SOUDAN

L'ARMÉE, LA RÉFORME ET LA RÉSISTANCE PAR EN BAS

Cet article n'a pas vocation à donner une description exhaustive des événements politiques qui ont secoué le pays ces quatre dernières années, depuis la mise en révolution du peuple soudanais en 2018. La révolution soudanaise est un exemple de révolution des plus aboutis de ces dernières années et nous permet d'analyser les dynamiques à l'œuvre dans un processus révolutionnaire. Nous tenterons de faire surgir de ces expériences révolutionnaires des constats, des leçons afin non pas de créer un dogme sur ce que doit être une révolution mais de comprendre comment elle pourrait advenir, se manifester et à quels dangers et enjeux nous devons nous confronter.

L'histoire coloniale du Soudan a polarisé durablement le pays entre deux réalités bien distinctes : les villes et les périphéries. Sous l'emprise coloniale de l'Angleterre, les ressources, notamment le coton et la gomme arabique étaient extraites par la force dans les périphéries rurales, acheminées dans la ville capitale de Khartoum, transformées par la main-d'œuvre urbaine, puis acheminées en Angleterre. Les campagnes vivaient alors une double-exploitation : d'une part, coloniale à travers le pillage de la production agricole envoyée en Angleterre et d'autre part de la ville-centre qui exploite les périphéries pour nourrir les ouvrier-es de Khartoum.

Après l'indépendance en 1956, l'économie coloniale du Soudan se transforme en capitalisme d'État, où les régions périphériques du Sud sont toujours exploitées, mais en direction des grandes villes seulement. Cette dépendance des zones urbaines envers les périphéries, notamment du Sud-Soudan est une caractéristique du développement capitaliste du Soudan.

Les disparités entre villes et périphéries sont un enjeu pour la révolution en cours : résoudre cette crise structurelle et unir ces deux réalités économiques, politiques et sociales distinctes entre régions rurales et régions urbaines.

La distinction entre les réalités urbaines et les réalités rurales est nécessaire à l'analyse des processus révolutionnaires à l'œuvre au Soudan depuis 2018. En effet, elle permet de comprendre les disparités dans les formes de mobilisation dans les campagnes soudanaises, et dans la ville de Khartoum. Les disparités entre villes et périphéries sont un enjeu pour la révolution en cours : résoudre cette crise structurelle et unir ces deux réalités économiques, politiques et sociales distinctes entre régions rurales et régions urbaines. Cette distinction rurales/urbaines est un outil de contrôle et de division des forces révolutionnaires,

à travers un discours du gouvernement qui oppose les arabes (civilisés, urbains) aux non-arabes/africains (dangereux, ruraux). D'où l'enjeu d'un discours antiraciste de la part des révolutionnaires.

C'est presque 10 ans de résistances qui prennent part au Soudan avant la mise en mouvement de centaines de milliers de personnes dans la rue en 2019.

Un long processus de radicalisation

Dans les années 1980, sous le régime militaire d'Omar El-Béchir, comme de nombreux pays d'Afrique, face à l'échec d'un développement d'État capitaliste notamment dû à la baisse du prix du coton au Soudan, le gouvernement ouvre l'économie soudanaise au marché mondial à travers des accords avec le FMI (Fond monétaire international), qui impose des réformes économiques structurelles au Soudan. L'économie agricole devient pétrolière. L'entrée de capitaux étrangers se fait notamment depuis l'Arabie saoudite qui rachète des terres dans les régions rurales par la force pour l'accès au pétrole. Avec la découverte des gisements de pétrole et des extractions depuis les pays étrangers, la situation empire pour les régions périphériques, où les résistances s'intensifient. Notamment au Darfour, où des groupes armés se soulèvent contre le gouvernement central, l'accaparement des terres, la distribution injuste des richesses. Le gouvernement use de la stratégie identitaire et attise les tensions entre les agriculteurs noirs et les éleveurs arabes en soutenant ces derniers. Cette stratégie identitaire du gouvernement permet de masquer les causes systémiques, sociales et environnementales de ces révoltes et résistances rurales. Les mouvements rebelles du Darfour s'intensifient. Pour reprendre le contrôle de la région, le gouvernement d'El-Béchir s'appuie sur des milices islamistes armées, les *Janjawid*, qui effectuent un réel nettoyage ethnique de la population non-arabe.

Face à la perte du Soudan du Sud, devenu indépendant, source pétrolière importante pour le gouvernement, l'économie soudanaise est en crise. De plus, l'attaque par la Cour pénale internationale contre El-Béchir à la suite du génocide du Darfour affaiblit le gouvernement militaire. Ce dernier, des plus endetté, doit faire face aux sanctions politiques et économiques internationales qui se traduisent par la suppression partielle des subventions dès 2011 (du FMI et de la Banque mondiale) mais également par la restriction du commerce lié aux hydrocarbures. Face aux attaques internationales,

le discours d'El-Béchir change : désormais tout le Soudan est arabe et s'opposer à son gouvernement c'est défendre l'ingérence internationale.

D'année en année, la politisation s'élargit : les ventes des terres aux pays du golfe entraîne l'auto-organisation des peuples autochtones, les universités touchées par les mesures d'austérité se politisent également et les grèves partielles, dans des secteurs d'habitude non mobilisés, entraînent la création de nouveaux syndicats en parallèle des syndicats institutionnels. La lutte antiraciste se déploie autour de slogans tels que « *racistes arrogants, nous sommes tous du Darfour* ». Face à l'intensité nouvelle de ces soulèvements, la répression s'accroît, à travers des coupures d'électricité et la réintroduction des milices *janjawid*, génocidaires du Darfour.

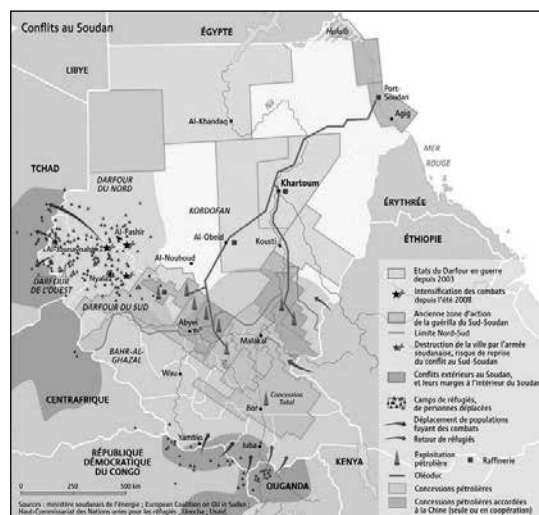
Le processus révolutionnaire de 2019, va adopter des méthodes d'organisation et de communication, fruit des succès et des échecs des protestations de plus en plus intenses, de 2016 à 2019. L'utilisation des médias sociaux depuis le soulèvement arabe en 2016, la présence des comités de résistance qui vont permettre la décentralisation des appels aux manifestations, et les syndicats parallèles de 2016 qui vont pouvoir appeler largement à des grèves, en sont les évolutions les plus significatives.

Il est intéressant de constater que la spontanéité des mises en révolution, comme pourrait le penser Trotsky, restent à historiciser et à recontextualiser pour comprendre comment les prémices d'organisations révolutionnaires se mettent en place dans un pays. C'est presque 10 ans de résistances qui prennent part au Soudan avant la mise en mouvement de centaines de milliers de personnes dans la rue en 2019.

La révolution chasse Omar El-Béchir, la réaction se prépare

Il nous faut qualifier deux types de révolution : une révolution politique et une révolution sociale. Une révolution politique est la destitution d'un gouvernement en place, passant d'une classe dirigeante à une autre qui entraîne nécessairement des changements sociétaux mais qui doit être distinguée d'une révolution sociale qui est la fin de l'ordre social établi, aujourd'hui celui du capitalisme. Ainsi, une révolution sociale est l'abolition des classes sociales. Cependant, une révolution politique n'est pas toujours suivie d'une révolution sociale. La révolution politique est une mise en révolution en ce qu'elle active un processus révolutionnaire où la grande majorité de la population est active et mobilisée dans une volonté de changement de société.

En 2018 une contestation massive éclate dans les villes ouvrières au nord du pays, suite à l'augmentation du prix du sucre et du pain pour se généraliser à tout le pays. À partir de décembre 2018, tout le Soudan est dans la rue. Les revendications politiques sont claires : « *destitution du président* »





Omar El-Béchir, fin de la corruption et des prix élevés des produits de base ». Les manifestant-es s'unissent contre le « gouvernement de la faim ».

Une expérience révolutionnaire c'est d'abord une majorité de personnes qui se mettent en mouvement contre un système qui leur est dorénavant insupportable. C'est un point de rupture, de bascule. Mais cette mise en mouvement de la plupart, se fait spontanément, donc sans stratégie prédéfinie, ni même de projection dans ce qu'il va advenir de cette mise en mouvement. Au moment d'une mise en révolution, il s'agit, dans le présent, de l'expression massive d'un refus.

En mars 2019, l'Association des professionnels Soudanais (APS), intersyndicale créée lors des grèves des transports de 2016, appelle alors à un mouvement de désobéissance civile nationale. À la fin du mois de mai 2019, des sit-ins sont organisés autour des quartiers généraux de l'armée dans 14 villes y compris Khartoum, pour exiger une passation de pouvoir de l'armée à la direction civile de l'opposition (les Forces de la liberté et du changement, un regroupement de l'Association des professionnels soudanais [APS] et des partis politiques opposés au gouvernement militaire d'El-Béchir). Une grève politique générale de deux jours est organisée pour la destitution du général et fait la preuve d'un front fort et uni derrière les demandes de la révolution. Un mois plus tard, la place d'Al-Qaïda, en face du QG de l'armée, est occupée pendant deux mois et s'y déploient des assemblées populaires, des sit-ins et une véritable réappropriation de l'espace par les militant-es. En deux jours, le 11 et 12 avril, le Soudan voit la destitution consécutive de deux généraux. Sous cette contrainte de la rue, et avec l'accord de l'Égypte et de l'Arabie saoudite, l'état-major destitue Omar El-Béchir. Il le remplace par le général Ibn Auf, ancien ministre d'El-Béchir. Le sit-in est resté en place. On y criait « tout le pouvoir au civil ». Au bout de 24 heures, la révolution venait à bout de

Une expérience révolutionnaire c'est d'abord une majorité de personnes qui se mettent en mouvement contre un système qui leur est dorénavant insupportable. C'est un point de rupture, de bascule.

son second dirigeant. Les militant-es refusent un gouvernement militaire. Au cœur du sit-in, les comités révolutionnaires ont mis en place des complexes proposant débat, assistance médicale, éducation populaire, distributions de provisions ou encore des services de nettoyage.

Tout processus révolutionnaire est un processus dynamique d'accélération politique, de tensions permanentes, entre les avancées de la révolution, les forces contre-révolutionnaires et les tendances réformistes. Les avancées pour les révolutionnaires s'expriment par le renforcement de l'auto-organisation, d'élaboration de stratégies, de confiance dans sa capacité à se gouverner soi-même, de s'imaginer comme seule alternative au pouvoir mais aussi à affaiblir et combattre les forces contre-révolutionnaires dont l'État. Les forces contre-révolutionnaires quant à elles, s'organisent dans la répression, pour tenter d'isoler les éléments les plus radicaux du mouvement révolutionnaire.

Dans la révolution soudanaise, les femmes jouent un rôle éminemment central. Elles animent le sit-in de masse qui met fin à la dictature d'El-Béchir. Puis, au mois de mai 2019, suite à une absence de garantie concernant l'opposition des femmes, elles s'organisent et contraignent la coalition de la liberté et du changement à rejeter l'accord de transition soumis par les militaires.

Mais le 3 juin 2019 s'abat une répression sans précédent sur la place occupée qui fait 100 disparu-es, 100 blessé-es, de nombreux mort-es et viols. Ce sont des forces issues des comités de

Tout processus révolutionnaire est un processus dynamique d'accélération politique, de tensions permanentes, entre les avancées de la révolution, les forces contre-révolutionnaires et les tendances réformistes.

résistance qui ont protégé le sit-in et dressé des barricades.

Cette répression colossale ouvre la voie à un nouveau chapitre de la révolution soudanaise : la consolidation des idées réformistes dans certaines franges du mouvement, notamment parmi la direction de l'APS, à travers la volonté de négocier avec les militaires pour mettre fin à l'effusion de sang. Cette nécessité de la négociation pour les intérêts de la révolution est portée par les puissances internationales au nom de la paix et le gouvernement militaire en place, la direction des forces de l'opposition voit dans ce compromis une possibilité de gouverner le pays et d'imposer des réformes progressistes pour l'amélioration de la vie des soudanais-es. De plus, elle permet de mettre fin aux massacres perpétrés par la répression face aux révolutionnaires. Ce processus se traduira par la mise en place d'un gouvernement transitoire mi-civil mi-militaire pour préparer les élections démocratiques de 2023.

Compromis par en haut ou révolution par en bas ?

Cette mesure transitoire s'éloignant des demandes de la révolution d'un gouvernement 100 % civil, est justifiée par les différentes parties comme une situation transitoire pour aboutir aux objectifs révolutionnaires. En réalité, ce gouvernement transitoire va aboutir à un coup d'État le 25 octobre 2021. Pour comprendre l'échec du réformisme, en tant que volonté de négociation des civils avec les militaires, il s'agit de se poser les questions : ce compromis permet-il de développer la confiance des révolutionnaires dans leurs capacités d'auto-organisation et permet-il d'affaiblir les forces contre-révolutionnaires ?

En effet, cette période transitoire n'a pas empêché l'organisation de la contre-révolution et des forces répressives. Si au départ, les forces de l'armée se trouvent obligées d'entamer des négociations avec les Forces de la liberté et du changement, très vite le pouvoir militaire, avec l'aide des forces étrangères, notamment de la France via la vente d'armes, grossit.

Du point de vue militaire, aucun changement qualitatif espéré par les révolutionnaires n'advient. Les réformes de l'appareil militaire sont laissées aux militaires eux-mêmes. La répression continue envers les manifestations, et notamment une continuation des violences dans le Darfour. Des forces de soutien rapides, les *Janjawid* sont intégrées au gouvernement transitoire bien qu'elle soit la milice génocidaire du Darfour. Enfin en 2020, des accords de paix se tiennent à Juba, dans le sud du Soudan, où le gouvernement transitoire intègre deux leaders rebelles du Darfour. C'est vécu comme une trahison très forte pour les Darfouris qui voient

au pouvoir, la cohabitation et la collaboration des leaders rebelles et la milice génocidaire.

Le sentiment de déception du gouvernement est partagé également dans les mobilisations urbaines. En effet, le rapport de force/le levier que possèdent les forces de l'opposition pour faire passer les réformes sociales auprès des militaires est d'actionner des mobilisations dans le pays si les réformes ne sont pas acceptées par la partie militaire. Les FLC (l'opposition) contiennent donc les poussées révolutionnaires, et les mobilisations deviennent donc un levier qu'on actionne pour la négociation. Mais les FLC n'arrivent pas à mettre toutes les réformes en place car subissent une énorme pression des militaires et des forces étrangères pour calmer la rue. Seulement, une fois que ces mobilisations s'arrêtent, les militaires peuvent décider de faire ce qu'ils veulent. Les réformes sociales et structurelles ne passent pas. Cette coalition entraîne donc d'un côté la perte de confiance progressive des soudanais-es dans les forces de l'opposition pour mettre en place les réformes et, d'autre part, ce compromis transforme les forces révolutionnaires en monnaie d'échange, suspendues aux dirigeants politiques, ce qui ne permet pas d'accroître l'auto-organisation et la confiance des révolutionnaires à être le seul pouvoir alternatif au gouvernement. Du fait des difficultés de l'opposition à transformer structurellement le Soudan, si de nombreuses libertés sont acquises pour les soudanais-es, d'un point de vue économique, la situation ne change pas tant que ça.

Le problème fondamental de ce compromis réside dans la croyance des forces de l'opposition en la négociation. Selon la révolutionnaire soudanaise Muzan Al-Neel, la direction des forces de l'opposition sont composées de « professionnels à cols blancs ». Ces derniers, bien que convaincus par la nécessité de changement de société, et des demandes révolutionnaires, pensent que le problème du Soudan n'est pas un problème de structure mais un problème de gestion. Le Soudan est mal dirigé par les militaires, mais si ce sont les FLC, composés d'intellectuels, d'ingénieurs, de médecins, qui « gèrent » le pays, la situation économique et sociale va nettement évoluer. Les forces de l'opposition sont soutenues par les révolutionnaires, et le réformisme des Forces de la liberté et du changement n'est pas un mécanisme conscient de trahison du mouvement révolutionnaire. Sauf que le capitalisme et l'État soudanais tels qu'ils existent réellement, travaillent pour la classe dirigeante soudanaise, pour les « propriétaires » du Soudan, avec leurs mesures néolibérales, leurs banques « islamiques », leurs investissements prédateurs en provenance des pays du Golfe qui sont autant de fardeaux qui appauvrissent les paysan-es, la classe ouvrière et les classes intermédiaires du pays. De plus, leur idéal de démocratie capitaliste est totalement confortée par les puissances étrangères et partagée par la plupart des soudanais-es.

Aussi, le mouvement révolutionnaire, perd de plus en plus la confiance du peuple soudanais et arrive d'autant moins à mettre en place ces réformes sociales face à une répression toujours aussi présente. Selon l'activiste soudanais Mohammed Abdelrahman, « *Les changements*



politiques survenus après le renversement d'El-Béchir en avril 2019 n'ont pas réussi à affecter la dynamique sous-jacente de la crise structurelle du Soudan.»

Malgré son échec inévitable, l'expérience de la négociation permet la consolidation des idées radicales des comités de résistances, sceptiques des processus de négociation depuis le début et ainsi la radicalisation du mouvement révolutionnaire.

Les comités de résistance detiennent les clefs de la révolution sociale

Le gouvernement transitoire n'a pas entraîné la fin de l'auto-organisation de l'activité révolutionnaire, notamment grâce aux comités de résistance. En effet, durant la période de gouvernement transitoire ces derniers ont tenté de combler, par le bas, ce que les forces de l'opposition n'ont pas réussi à transformer par le haut.

Déployés sur tout le territoire soudanais, ces derniers organisent le tissu social et culturel dans les quartiers dans lesquels ils sont implantés. Maintenant des actions offensives à travers des appels à manifestation, l'organisation de techniques contre la répression pendant les manifestations (barricades...), leurs activités se déploient également en une diversité de pratiques telles que des cérémonies de commémoration des martyrs de la révolution, la mise en place de cliniques de santé pour femmes, des conférences sur l'avenir de la démocratie au Soudan ainsi que de l'auto-formation politique. Certains comités lancent des campagnes pour améliorer directement les conditions de vie des soudanais-es, comme l'initiative de reconstruction du puits d'un village. Chaque comité recense des dizaines de milliers de followers sur Facebook.

Leur implantation locale et la transformation effective des réalités des soudanais-es à travers une

Pour comprendre l'échec du réformisme, en tant que volonté de négociation des civils avec les militaires, il s'agit de se poser les questions : ce compromis permet-il de développer la confiance des révolutionnaires dans leurs capacités d'auto-organisation et permet-il d'affaiblir les forces contre-révolutionnaires ?

organisation par en-bas permet aux comités de résistance de gagner la confiance des soudanais-es et de faire perdurer les revendications de la révolution. Ils profitent des acquisitions de libertés permises par le gouvernement transitoire pour s'organiser par le bas et élargir leurs influences politiques.

En octobre 2021, les comités de résistance étaient préparés au coup d'État et ont organisé des manifestations à travers tout le pays contre la prise de pouvoir des militaires.

Les comités de résistance deviennent l'organisation révolutionnaire principale et se dote de nouvelles revendications dites des trois Non : non aux négociations, non au partenariat, non à la légitimité. Ces nouvelles revendications, plus radicales encore que celles de la révolution de 2019, viennent en quelque sorte destituer les FLC comme interlocuteurs avec les militaires, car délégitiment leur rôle qui est bien celui de la négociation et du partenariat. Ainsi, les comités de résistance viennent affaiblir l'État et les classes dirigeantes qui n'ont plus de possibles interlocuteurs pour contenir les poussées révolutionnaires.

La révolution soudanaise est aujourd'hui désillusionnée de la possibilité de négociation avec les militaires, et d'une classe dirigeante qui trahit les intérêts de la révolution, que ce soit dans les régions urbaines ou rurales.

Nécessité d'une stratégie révolutionnaire

Les comités de résistance sont pourtant très hétérogènes selon le profil des espaces géographiques d'où ils se déploient. Ils se contiennent dans les intérêts des espaces géographiques où ils sont implantés et non dans des intérêts de classe. Le problème étant que chaque espace géographique représente des réalités sociales bien distinctes, surtout entre les espaces urbains ou ruraux. Selon la militante Muzan Al-Neel, malgré des tentatives de coordination des comités, les capacités d'union des classes urbaines et rurales ne sont pas encore assez fortes pour permettre au mouvement révolutionnaire de répondre à la crise structurelle que traverse le Soudan, entre zones urbaines et périphéries. Pourtant cet enjeu est tout simplement nécessaire et nécessite une stratégie révolutionnaire afin d'affaiblir l'État, la classe dirigeante et ne pas risquer de laisser la révolution s'éteindre, par la trop forte répression, qui, si elle arrive à saisir les éléments les plus radicaux du mouvement révolutionnaire ou diviser les classes exploitées entre elles pourrait mettre fin au processus.

ANOUK BRUNET

UNION POPULAIRE ET FRONT POPULAIRE

MYTHE ET CRITIQUE

DU RÉFORMISME

L'Union populaire, puis la Nupes, ont créé une espérance mobilisatrice en redonnant crédit et forme à une idée qui, en réalité, n'a jamais cessé d'être dominante, sous différentes formes, au sein de la gauche et du mouvement : le réformisme. Les références au Front populaire ont été multiples durant la campagne.

Le récit « Front populaire » de la gauche colle particulièrement bien : l'unité de la gauche, partis et syndicats, construite sur la base d'une riposte au fascisme aboutit à la victoire électorale du 3 mai 1936. Le gouvernement qui se forme va accoucher en un temps record d'avancées sociales historiques : semaine des 40 heures, congés payés, conventions collectives. Sans parler des augmentations de salaires et de l'interdiction des ligues d'extrême droite.

D'autant plus qu'il existe une version un peu plus « gauche » : si le gouvernement a pu agir aussi vite et aussi radicalement c'est parce qu'il s'est appuyé sur un des mouvements sociaux les plus importants de l'histoire, celui des grèves et occupations d'usine de juin 1936.

Ajoutons que la version la plus radicale de ce récit – qui légitime aujourd'hui le ralliement de courants de la gauche radicale à l'Union populaire – fait de la dynamique électorale victorieuse le ferment du mouvement et de sa radicalisation.

Une dynamique électorale ?

Aux législatives de 1936 il y a en réalité eu peu de dynamique électorale. Au total l'accroissement des voix par rapport aux élections précédentes est très faible. Ce sont les accords de désistement au second tour qui permettent à la coalition Front populaire d'obtenir la majorité parlementaire.

Signe de la polarisation globale, des trois formations qui composent le regroupement, le parti radical (parti non ouvrier, sorte d'équivalent du Modem) s'écroule, le parti socialiste se maintient et c'est le parti communiste (considéré comme l'aile gauche) qui progresse.

Par contre la victoire et la perspective d'un gouvernement plus à gauche que ce qui était prévu suscitent tout de suite l'enthousiasme populaire. Des manifestations éclatent dans de nombreuses villes dès le résultat des élections. Le 24 mai une vague humaine de 600 000 manifestant-es défile au Père-Lachaise à Paris à l'occasion de l'anniversaire de la Commune et ovationne les dirigeants de gauche unis à la tribune dont Léon Blum qui va former le gouvernement.

Et c'est dans ce contexte que va se déclencher un des mouvements de grèves les plus importants de l'histoire.

La victoire et la perspective d'un gouvernement plus à gauche que ce qui était prévu suscitent tout de suite l'enthousiasme populaire. Des manifestations éclatent dans de nombreuses villes dès le résultat des élections.

Les élections, ferment des luttes ?

Le processus démarre quelques jours après la victoire électorale les 10 et 11 mai par deux grèves (à Toulouse et au Havre) exigeant la réintégration d'ouvriers licenciés pour avoir chômé le 1^{er} mai (qui n'était pas encore un jour férié). Le 14 mai une grève éclate aux usines Bloch de Courbevoie avec cette fois des revendications sur les salaires et le temps de travail. Tout est déjà là, les grèves se font par occupation et elles sont très courtes car rapidement victorieuses.

Et cela est contagieux. Jusqu'au cours du mois de juillet le mouvement va s'étendre en termes géographiques comme en termes de secteurs touchés. Des grèves et occupations se déclenchent sans avoir parfois encore formulé de revendications. Il y aura plusieurs millions de grévistes : 1 million au moment où Blum prend ses fonctions le 4 juin, 2 millions le 11 juin, trois jours après les accords de Matignon. Au milieu de l'été les grèves auront concerné plus de 12 000 entreprises dont près de 9 000 ont été occupées.

Il est indéniable que la victoire électorale joue un rôle dans le développement du mouvement. Encore faut-il préciser. Après une quinzaine d'années de reculs sociaux et politiques les conditions du conflit étaient là n'attendant qu'un élément déclencheur. Ce que donne, à ce moment-là, la victoire électorale, c'est la confiance nourrie par le sentiment que le gouvernement, pour cette fois, « est de notre côté ».

Le relai sera pris par le cycle des victoires obtenues très rapidement, les patrons cédant très vite en espérant éviter une radicalisation du mouvement. Joue aussi, grâce aux occupations, le sentiment d'une dignité retrouvée.

En bref, plus que la victoire électorale, c'est la dynamique du mouvement lui-même qui en est le moteur.



Mais les organisations ne vont pas rester passives face à la dynamique d'élargissement et les dangers de radicalisation. Leurs directions vont très rapidement se mobiliser... pour l'arrêter.

Rôle des organisations

Les grèves sont spontanées, ce qui n'exclut pas ici et là l'initiative de militant-es syndicaux et politiques. Antoine Prost écrit : « *Il est clair qu'aucune force politique ou syndicale nationale n'a voulu ces grèves* ». Sur l'ensemble du mouvement de juin 1936, les taux de syndicalisation sont très faibles dans les secteurs à fortes grèves comme la métallurgie (4 %) ou le textile (5 %). Inversement ces taux de syndicalisation sont de 22 % dans les chemins de fer, 44 % à la poste, 35 % dans l'enseignement... où il n'y a pas de grèves. Il n'y aura aucun appel syndical à la grève générale ou même à des grèves interprofessionnelles. Le secrétaire général de la CGT, Léon Jouhaux, admettra le 15 juin : « *le mouvement s'est déclenché sans qu'on sût exactement comment et où* ».

Mais les organisations ne vont pas rester passives face à la dynamique d'élargissement et les dangers de radicalisation. Leurs directions vont très rapidement se mobiliser... pour l'arrêter.

La classe dirigeante et le patronat sont aux abois. Ce sont leurs représentants qui seront à l'origine des négociations qui aboutissent aux accords de Matignon. L'urgence pour eux c'est de faire stopper les occupations. L'accord de Matignon du 7 juin aboutit à des augmentations de salaires de 7 à 15 %, la reconnaissance des syndicats et l'ouverture de négociations sur les conventions collectives. La semaine des 40 heures et les congés payés feront l'objet de lois votées en urgence les 11 et 12 juin par le Parlement et le Sénat.

Mais plutôt que de faire refluer le mouvement c'est l'inverse qui se produit. C'est dans les jours qui suivent l'accord que le mouvement prend sa plus grande extension notamment en dehors de la région parisienne et malgré les consignes syndicales.

Là où Blum et Jouhaux échouent à stopper le mouvement il va revenir au Parti communiste et à Maurice Thorez de mettre tout leur poids dans la balance. Le 11 juin Thorez prononce un discours qui restera célèbre : « *il faut savoir terminer une grève (...) il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées* ».

Après le reflux la contre-offensive patronale

Il faudra encore quelques semaines... et l'arrivée d'août et des congés payés pour faire réellement refluer le mouvement. Des grèves recommenceront à l'automne mais la dynamique n'est plus la même. Entre temps le patronat s'est ressaisi, a modifié son organisation pour se coordonner et l'inflation grignote rapidement les augmentations de salaires.

Laissé à sa dynamique propre, le gouvernement du Front populaire se met à reculer sur tous les fronts. Fin septembre c'est la dévaluation qui va exacerber la hausse des prix. En janvier Léon Blum annonce « la pause » dans les réformes. « *C'est plus qu'une pause, c'est une conversion* » écrit le *Temps*, journal patronal. Le gouvernement Blum va tomber en juin 1937 sur un simple vote du Sénat. Les gouvernements qui se succèdent, de crise en crise, vont de plus en plus vers la droite.

En 1940 c'est l'assemblée du Front populaire dont ont été exclus les communistes, le Parti communiste ayant été interdit, qui vote les pleins pouvoirs à Pétain.

L'insuffisance de la thèse de la trahison

La thèse de la trahison du mouvement par les dirigeants est, au mieux, insuffisante. Elle reste dans le cadre réformiste : il suffirait de trouver de bons dirigeants. Elle laisse de côté la critique de la base même du réformisme, l'idée que les antagonismes sociaux peuvent être conciliés en prenant les leviers de commande d'une institution qui serait neutre, l'État.

Sa conséquence stratégique est de limiter le passage de l'antagonisme social et politique en affrontement de classe. Les directions réformistes auront beau jeu ensuite, comme elles l'ont fait en juin 1936 et après, de se justifier en disant que la classe ouvrière et la majorité de la société n'étaient pas révolutionnaires.

Pour Marx le processus révolutionnaire et l'affrontement de classe, au patronat et à l'État, ne sont pas uniquement nécessaires pour transformer la structure de la société. Ce processus est aussi nécessaire pour transformer la classe ouvrière elle-même : « *l'émancipation des travailleur-euses sera l'œuvre des travailleur-euses s'eux et elles-mêmes* ».

Il n'en reste pas moins que, aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'effet du mouvement de juin 1936 sera une croissance extraordinaire des organisations, syndicats et partis, principalement la CGT et le Parti communiste, qui va continuer encore pendant des mois. L'échec du réformisme ne se traduira pas par des conclusions révolutionnaires mais par la démoralisation et la passivité. Cela est-il inévitable ? Comment le conjurer ? Un prochain article essaiera, sur la base de cette période, de tracer des pistes.

DENIS GODARD

LA THÉORIE DU PRIVILÈGE PEUT-ELLE NOUS AIDER À COMPRENDRE LE RACISME ?

L'idée que les blanc-hes tireraient un privilège du racisme est répandue dans le mouvement antiraciste. Pleinement impliqués dans ses mobilisations, nous souhaitons débattre de façon ouverte de cette théorie et des stratégies qui en découlent. Dans cette optique nous publions ici un extrait d'un article sur la question de Yuri Prasad et Esme Choonara (Socialist Workers Party, Grande-Bretagne). Il s'agit de la 3^e partie du texte intitulée « Est-ce que toutes les personnes blanches profitent du racisme ? » et de la conclusion. Nous recommandons aux lectrices et aux lecteurs l'intégralité de la traduction sur notre site internet.

En regardant le monde par le prisme des « avantages non mérités » la théorie du privilège accepte l'apparence du fonctionnement du racisme, qui semble être de bon sens – c'est-à-dire, que si les personnes noires et asiatiques ont une plus mauvaise qualité de vie, ce serait à cause des Blanc-hes surprivilégiés. Mais comme l'a fait remarquer Karl Marx : « *Toute la science serait superflue si l'apparence extérieure et l'essence des choses coïncidaient de manière directe.* »¹ Pour comprendre comment fonctionne l'oppression et dans l'intérêt de qui elle fonctionne, nous devons regarder sous la surface.

Les origines du racisme, justifier l'injustifiable et diviser la classe

Les marxistes comprennent le racisme comme un phénomène uniquement capitaliste. Les origines de cette idéologie se trouvent dans la justification de la traite transatlantique des esclaves. Elle y a été développée pour la première fois par des propriétaires de plantations dont les profits provenaient principalement du travail d'esclaves africains. Étant donné que la philosophie des Lumières et le christianisme enseignaient tous les deux que « *tous les hommes sont créés égaux* »², il était difficile de justifier l'esclavage d'un point de vue moral. Pour contourner ce problème on a déclaré que les Noir-es et bien d'autres « *races inférieures* », n'étaient pas vraiment des humains mais faisaient partie d'une espèce différente qui ressemblait davantage à des singes ou à d'autres animaux. Quand, enfin, l'esclavage a été aboli, le racisme a continué à exister, à la fois parce qu'il fournissait une justification utile de la domination coloniale à l'étranger et parce qu'il aidait à maintenir la division dans la métropole. Cela permettait de détourner l'attention des vraies causes de la pauvreté, de l'exploitation et de la misère.

De la même manière que les puissances coloniales utilisaient une stratégie de diviser pour régner en Afrique et en Asie, elles l'utilisaient aussi dans la métropole. Le racisme fut utilisé pour semer une profonde division au sein du mouvement ouvrier

Malgré les faveurs accordées aux Blanc-hes pauvres, la meilleure défense de leurs intérêts matériels reste le combat aux côtés des Noir-es pauvres.

par la racialisation des personnes à la peau noire et marron. Ainsi, les mettaient-elles à part comme des personnes qui auraient des intérêts économiques et sociaux différents, qui proviendraient de leur biologie et de leur culture prétendument différentes. On cherchait ainsi à encourager parmi les travailleur-euses blanc-hes l'idée que, tout comme leurs patrons, ils appartenaient elles et eux aussi à une caste supérieure. Afin d'aider ce processus, on conférait toutes sortes de petits avantages aux Blanc-hes qui étaient souvent de nature plutôt symbolique que réelle. C'est ce que WEB Du Bois, l'éminent et radical historien noir, connu pour ses études de la période de l'après-guerre civile américaine, a appelé « le salaire psychologique ». Écrivant sur les travailleur-euses blanc-hes pauvres pendant la période de la reconstruction d'après-guerre civile, il disait : « *On leur accordait une déférence publique et des titres de courtoisie parce qu'ils étaient blancs. Ils avaient libre accès, à côté des Blancs de toute classe sociale, aux événements publics, aux parcs publics et aux meilleures écoles. Les officiers de police étaient recrutés dans leurs rangs et les tribunaux, qui dépendaient de leur vote, les traitaient avec une telle indulgence que cela encourageait chez eux une culture de non-droit.* »³

Mais les « privilèges » qu'on leur accordait n'étaient qu'un artifice stratégique utilisé par les riches : « *À la théorie de la race, s'ajoutait une méthode soigneusement planifiée qui évoluait lentement et qui a creusé un tel fossé entre les travailleurs blancs et noirs qu'aujourd'hui il n'existe probablement nulle part au monde deux groupes de travailleurs avec des intérêts quasiment identiques qui se haïssent et se craignent aussi profondément et constamment et qui sont tenus si éloignés l'un de l'autre qu'aucun des deux ne voit d'intérêt commun.* »⁴



Les mots-clé ici sont « intérêts quasiment identiques ». Du Bois affirme que malgré les faveurs accordées aux Blanc·hes pauvres, la meilleure défense de leurs intérêts matériels reste le combat aux côtés des Noir·e·s pauvres. Du Bois dit que l'oppression raciste peut contribuer à ce que les travailleur·euses blanc·hes se sentent supérieur·es et que la blanchité peut leur donner toutes sortes de confort qui découlent d'une acceptation sociale et même un certain degré d'avantage matériel relatif en termes de meilleurs emplois et salaires mais pour la classe dominante ce ne sont que des babioles conçues pour éblouir et pour semer la confusion. Parce que celui qui profite vraiment d'une classe ouvrière divisée, c'est le patron.

Le secret de notre impuissance

Les travailleur·euses qui ne peuvent pas lutter ensemble sont incapables de s'opposer une résistance efficace et le coût de l'échec est supporté à la fois par les personnes noires et les personnes blanches. Par exemple, l'économiste Michael Reich a étudié la distribution des revenus dans 48 agglomérations urbaines aux États-Unis dans les années 1970 et a trouvé que plus l'inégalité de revenus entre Noir·es et Blanc·hes était grande, plus grande était l'inégalité entre les revenus des Blanc·hes eux-mêmes. C'est-à-dire que plus le racisme divise les travailleur·euses, plus le capitaliste en profite.⁵

Reich observe que : « Par sa capacité à diviser, le racisme affaiblit la force des travailleurs lorsqu'ils négocient avec les employeurs. Les conséquences économiques du racisme ne sont pas seulement des revenus plus bas pour les Noirs mais aussi des revenus plus élevés pour la classe capitaliste et

Les travailleur·euses qui ne peuvent pas lutter ensemble sont incapables d'opposer une résistance efficace et le coût de l'échec est supporté à la fois par les personnes noires et les personnes blanches.

des revenus plus bas pour les travailleurs blancs. Bien que les capitalistes n'aient pas comploté de manière consciente pour créer le racisme, et bien que les capitalistes ne soient pas ses principaux auteurs, le racisme soutient néanmoins la viabilité persistante du système capitaliste américain. »⁶

C'était quelque chose que Marx avait bien compris dans son analyse du racisme contre les travailleur·euses irlandais·es en Grande-Bretagne au 19^e siècle, qu'il a décrit comme le « *secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise* ». C'était, disait-il, « *le secret par lequel la classe capitaliste maintient son pouvoir.* »⁷

Aujourd'hui, le racisme joue un rôle similaire pour le système. À chaque fois que Donald Trump ou Boris Johnson se déchaînent avec une diatribe raciste, comme ils l'ont fait si souvent, ils ne font pas qu'exprimer leurs propres préjugés, ils cherchent à polariser la société et aussi à solidifier leur base raciste. Ils ne font pas que transmettre le message à des millions de personnes que c'est ok d'être raciste, ils suggèrent aussi que les seules personnes en qui on peut avoir confiance pour s'occuper des intérêts des travailleur·euses blanc·hes, c'est eux. Les appels racistes visent à lier ensemble les Blanc·hes – riches et pauvres – dans un espace politique partagé. Mais en agissant ainsi les hommes politiques racistes cherchent constamment les

moyens de diriger ailleurs que sur eux-mêmes la colère contre leurs politiques économiques et sociales. Le racisme joue ainsi un rôle double.

Il devrait être clair que le racisme fonctionne dans les intérêts du système capitaliste et que les représentants de cette classe sont ses principaux ambassadeurs. Cependant, il ne s'ensuit pas que les marxistes considèrent que toutes les divisions de ce type sont purement manigancées par la classe dominante de manière complotiste. Il est clair que certains membres de cette classe – les magnats des médias, par exemple – travaillent de manière consciente à faire monter les divisions et cherchent de manière active des moyens de dévier l'attention des vraies causes des souffrances de la classe ouvrière vers celles et ceux qui n'ont aucune raison d'être visés-es comme responsables. Mais en général, les idéologies qui divisent fonctionnent d'une manière bien moins soigneusement construite. Pour une partie de l'élite dominante, quand ils attisent l'oppression cela reflète des préjugés profondément ancrés qui ont été transmis à travers des générations de leur classe. Pour d'autres, leur comportement est purement opportuniste. L'intérêt du développement d'une telle idéologie de division est qu'elle doit pénétrer l'imagination populaire et influencer le bon sens de millions de personnes. Ces idées s'infiltrèrent dans toute la société et fonctionnent avec un certain degré d'indépendance par rapport à la base économique mais en même temps subissent ses contraintes.

Ainsi, écrivait Friedrich Engels : « *Le développement politique, juridique, philosophique, religieux, littéraire, artistique, etc., repose sur le développement économique. Ils réagissent tous les uns sur les autres et sur la base économique. Il n'est pas vrai que la situation économique est la seule cause active et que tout le reste n'est qu'un effet passif. Mais il y a une action réciproque sur la base de la nécessité économique qui finit toujours par l'emporter en dernière instance.* »⁸

Ce processus d'interaction explique pourquoi la nature du racisme change constamment au fur et à mesure que le capitalisme lui-même évolue. Cette compréhension explique comment la classe capitaliste peut abandonner certaines stratégies racistes, telles que la ségrégation légale et l'apartheid et embrasser de nouvelles idéologies racialisées telle que l'islamophobie par exemple.

Impasses de la théorie du privilège, solutions de la lutte des classes

Puisque la théorie du privilège présume que toutes les personnes blanches ont un intérêt à maintenir le racisme, elle trouve l'idée qu'elles puissent jouer un rôle dans la lutte contre l'oppression troublante. C'est presque comme si ces personnes blanches qui trouvent une place dans la lutte, agissaient contre leurs propres intérêts matériels, qu'ils soient réels ou imaginaires, conscients ou inconscients. Les visions les plus pessimistes nous enferment dans une boucle infinie : on ne peut échapper à l'emprise des préjugés avant d'en finir avec le privilège blanc, ce qui ne peut arriver puisque le préjugé empêche constamment la lutte. Seule une toute petite minorité de Blanc-hes serait capable de s'échapper de ce cycle et ce rôle d'une poignée

Chaque reprise de l'activité militante de la classe ouvrière a créé ses propres contestations de la division raciale.

de personnes éclairées ne sert, semble-t-il, qu'à encourager d'autres Blanc-hes à se tenir en retrait.

Si des travailleur-euses blanc-hes ont développé une théorie de la supériorité qui les empêche en permanence de voir le monde avec une conscience de classe et de manière interracial comment se fait-il que dans les périodes de haut niveau de lutte des classes autant de personnes en viennent à questionner les idées de supériorité avec lesquelles elles ont peut-être vécu pendant toute leur vie ? Chaque reprise de l'activité militante de la classe ouvrière a créé ses propres contestations de la division raciale. Il existe une longue histoire, souvent cachée, de travailleur-euses en Grande-Bretagne – dont un grand nombre de travailleur-euses blanc-hes – qui ont fait cause commune avec des migrant-es ou avec celles et ceux qui essayaient de se libérer de l'esclavage ou de l'Empire. Par exemple, la première fois que la pétition de masse a été utilisée par des travailleur-euses en Grande-Bretagne c'était lors de la campagne pour l'abolition de l'esclavage. Davantage de travailleur-euses ont signé cette pétition, en solidarité avec d'autres, que n'ont signé la Charte (la pétition des Chartistes, des années 1840) où il s'agissait d'une lutte pour obtenir des droits pour eux et elles-mêmes.⁹

Les travailleur-euses qui ont subi le racisme ont été celles et ceux qui se sont aussi organisés-es pour contester, de manière spectaculaire, leur oppression et pour transformer le paysage politique : depuis les travailleur-euses irlandais-es puis juif-ves qui se sont engagés-es dans une vague de grèves à la fin du 19^e puis du 20^e siècle, sur la base desquelles le syndicalisme industriel s'est construit, jusqu'aux années 1960 et 1970 où les batailles des travailleur-euses asiatiques ont transformé les rapports que les syndicats ont pu développer avec les migrant-es de l'après-guerre.¹⁰ Dans ces situations, les luttes des travailleur-euses ont ouvert d'énormes possibilités pour les antiracistes.

Les idées de division, si soigneusement cultivées peuvent soudainement apparaître répugnantes et dépassées. Cela ne se passe pas de manière automatique, ni par un processus graduel de petites avancées. Cela se passe lorsque ceux qui se sont engagés-es à combattre le racisme refusent de lui faire des concessions. La lutte ouvre les esprits parce que les idées dans notre tête, en très grande partie, reflètent et renforcent le statu quo. Mais quand les gens se battent ils et elles ont besoin de nouvelles explications. Par exemple, pourquoi les personnes blanches en haut de la société, qui leur ont promis monts et merveilles sont maintenant en train d'utiliser tous les moyens à leur disposition pour les écraser. Ils et elles veulent comprendre comment se fait-il que les personnes qu'on leur avait désignées comme « étrangères » ou « autres » sont maintenant des personnes sur lesquelles ils et elles sont obligés-es de compter pour le soutien. Dans de telles batailles physiques et idéologiques, les arguments socialistes sur le besoin d'unité de la classe ouvrière pour briser l'emprise des préjugés, peuvent être gagnés.



Manifestation contre les violences policières à Londres en 2020.

Ensemble, des personnes noires et blanches questionnent tant de choses [...] et elles commencent à faire des connexions dans leur tête entre la manière dont la recherche du profit a entravé la lutte contre le coronavirus, la lutte pour sauver la planète et la manière dont le système sème délibérément la division.

De la lutte contre l'oppression à la lutte contre le système

La lutte de classe est donc un champ crucial. Mais le mouvement Black Lives Matter nous en montre un autre. Les millions de personnes qui ont participé aux protestations, que ce soient celles qui ont posé un genou à terre ou celles qui se sont affrontées à des flics lourdement armés au milieu des nuages de gaz lacrymogène, ne seront plus jamais tout à fait les mêmes. Beaucoup des Blanc-hes qui ont rejoint ces actions n'ont commencé que tout récemment à voir que la société est sans cesse défigurée par le racisme et d'autres formes d'oppression. Ils et elles regardent le monde et leur place dedans et se demandent : « Est-ce que je suis complice ? » Et « Si oui, comment est-ce que je peux changer tout ça ? ». Ce sont de bonnes questions.

Beaucoup de Noir-es pensaient qu'ils et elles allaient être obligé-es de faire face seul-es à un tel déchaînement sauvage d'injustices. Et maintenant ils et elles se posent la question : « Est-ce qu'on peut se battre ensemble ? » et « Si oui, est-ce qu'on peut le faire en solidarité plutôt que par sympathie ? ». Ce sont aussi des questions vitales.

Ensemble, des personnes noires et blanches questionnent tant de choses que leur avaient raconté

leurs parents, leur école, les médias et les hommes politiques et elles commencent à faire des connexions dans leur tête entre la manière dont la recherche du profit a entravé la lutte contre le coronavirus, la lutte pour sauver la planète et la manière dont le système sème délibérément la division.

À ces personnes il y a besoin de proposer autre chose que des théories qui encouragent la culpabilité et qui entravent la lutte pour le changement. Au lieu de cela, nous devons proposer la perspective d'une lutte révolutionnaire pour renverser ce système pourri.

YURI PRASAD ET ESMÉ CHOONARA. TRADUIT PAR ROSS HARROLD

Intertitres par nos soins.

- 1 – Karl Marx, *Capital*, volume 3, Lawrence & Wishart, 1972 (1894), www.marxists.org/archive/marx/works/1894-c3/ch48.htm
- 2 – Déclaration d'indépendance des États-Unis, 1776
- 3 – WEB Du Bois, *Black Reconstruction in America*, Transaction, 2013 (1935), p. 626.
- 4 – *Idem*.
- 5 – Michael Reich, « Who Benefits from Racism? The Distribution among Whites of Gains and Losses from Racial Inequality », *Journal of Human Resources*, volume 13, n° 4 (automne), 1978, p. 524.
- 6 – Michael Reich, « The Economics of Racism », in David M Gordon (ed), *Problems in Political Economy: an Urban Perspective*, Heath, 1971, <http://tomweston.net/ReichRacism.pdf>
- 7 – Karl Marx, « Marx to Sigfrid Meyer and August Vogt In New York » (9 April), 1870, www.marxists.org/archive/marx/works/1870/letters/70_04_09.htm
- 8 – Engels, *Lettre à Borgius*, 1894, <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1894/01/18940125.htm>
- 9 – Esme Choonara, « How do we fight racism today? », in Brian Richardson (ed), *Say It Loud: Marxism and the Fight against Racism*, Bookmarks, 2013, p. 302
- 10 – Yuri Prasad, « Here to stay, here to fight: How Asians transformed the British working class », *International Socialism*, Issue 153, 2016, <https://isj.org.uk/here-to-stay-here-to-fight/>

NOTRE CLASSE RACONTE SA VIE!

Au travers de la littérature que ce soit par le biais du témoignage, du récit, du roman ou même de la science-fiction notre classe raconte son quotidien fait d'exploitations et d'oppressions, mais aussi de rages et de révoltes voire même de révolutions. Il faudrait prendre le temps de discuter de la littérature dite ouvrière et étendre ce champ à la littérature des oppriméEs et des exploitéEs. Si nous en esquivons la définition, remettant à plus tard ce travail qui nécessite un peu plus de discussions collectives, nous avons voulu présenter ici certaines lectures qui nous semblent correspondre à cette catégorie. En effet, lorsque nous allons en librairie nous voyons très souvent, trop souvent, les mêmes titres sur les tables et trop peu de place est faite à la littérature de ceux et celles d'en bas. Les titres suivants plus ou moins récents sont souvent publiés par de petits éditeurs et restent trop peu présents sur les étales.

La scierie, Anonyme, Héros-limite édition, 2013

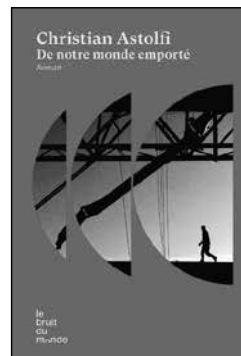
Récit d'un homme issu d'un milieu plutôt aisé qui se retrouve par nécessité à travailler dans une scierie. Au travers de ce témoignage, l'auteur nous raconte sa découverte du milieu ouvrier et des conséquences qu'il a sur lui : son rapport au travail et aux travailleur-euses évoluent. Cependant, on se dit en lisant que l'auteur a quand même bien un point de vue assez viriliste sur la société et le monde ouvrier...



laisse à penser que ce livre n'est pas sans rapport avec la remontée de la conscience de classe qui a lieu à ce moment-là. Sur le livre en lui-même: c'est une écriture qui nous balade dans les crasses et les difficultés quotidiennes des ouvriers d'un bateau usine qui pêchent et conditionnent le crabe. C'est aussi une écriture qui nous fait vibrer avec la rage des ouvriers et leurs luttes pour défendre leurs droits. Si vous pensez trouver dans ce roman uniquement une approche économiste de la politique, détrompez-vous: l'auteur de ce chef-d'œuvre de la littérature prolétarienne est très au clair sur le nationalisme et l'impérialisme Japonais.

De notre monde emporté, Christian Astolfi, Le bruits du monde édition, 2022

L'auteur revient sur sa vie sur les chantiers navals : de la solidarité ouvrière en passant par l'illusion lors de l'élection de Mitterrand et jusqu'au désenchantement. La fermeture des chantiers révèle les conséquences pour ces corps soumis tout au long de leurs vies à l'amiante. Une nouvelle bataille s'ouvre, celle des procès et de la lutte pour faire reconnaître la responsabilité des grands propriétaires des chantiers. Un livre plein de sensibilité qui nous fait vivre les émotions du chantier à hauteur d'ouvrier.



Howard Fast (1914-2003) est un journaliste, écrivain et réalisateur américain. Il vient d'un milieu extrêmement pauvre, issu d'une famille d'immigrés juifs ukrainiens. Même après la parution de son premier roman, il doit continuer de travailler dans une usine de confection pour pouvoir écrire. Très tôt il s'intéresse à la pensée marxiste et s'engage dans une association littéraire proche du parti communiste, il va militer et continuer d'écrire. Il subira la répression anti-communiste et fera même un an de prison. Durant le maccarthysme il est placé sur liste rouge et continue de publier sous un pseudonyme. Nous avons choisi de vous parler de deux de ces romans représentatifs de son utilisation de l'écriture pour raconter une autre histoire, celle d'en bas. Mais nous vous invitons à lire ses autres livres, notamment *Sylvia* qui reste encore aujourd'hui un classique du polar, ou *Mémoire d'un rouge*, ses mémoires, qui vous permettront d'en savoir plus sur lui et sur la situation politique des États-Unis de son époque.

Le bateau Usine, Takiji Kobayashi, traduit du japonais par Evelyne Lesigne-Audoly, Allia, 2015

Ce roman écrit en 1929 d'abord publié dans une revue littéraire prolétarienne japonaise puis dans la maison du même nom Senki est vendu à plus de 15 000 exemplaires avant d'être censuré au Japon. Ce n'est qu'en 2008 qu'il est redécouvert, il est même élu livre de l'année. En effet, avec la crise économique et la fin des « trente-glorieuses » les jeunes sont de plus en plus touché-es par la précarité et le chômage. Le livre devient une référence notamment dans la jeunesse, ou l'expression « On se croirait dans une scène du KoniKusen (bateau-usine) » se répand. D'ailleurs, la manifestation du 1^{er} mai 2008 fut très importante et tout



La passion de Sacco et Vanzetti, Howard Fast, traduit de l'américain par Bertrand de Jouvenel, Le temps des cerises édition, 2022

Ce livre raconte l'injustice subie par Nicolas Sacco et Bartolomeo Vanzetti et les derniers instants de ces deux

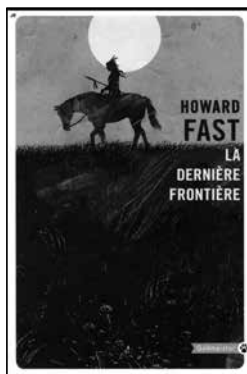
militants anarchistes condamnés à mort pour un crime qu'ils n'ont pas commis. Howard Fast nous raconte la répression politique aux États-Unis mais aussi le formidable mouvement international de solidarité pour la libération de Sacco et Vanzetti. Une écriture qui nous fait ressentir la rage et l'impuissance face à la condamnation à mort. Ce livre n'est pas seulement en mémoire de cette injustice et de cette lutte, mais il est aussi un puissant manifeste contre la peine de mort.

La Dernière Frontière, Howard Fast, traduit de l'américain par Catherine de Palaminy, Gallmeister édition, 2014

Un western américain qui met en avant les cowboys ? Loin de là ! Ce livre s'inspire de l'histoire vraie des Cheyennes, déplacé-es de force dans ce que l'État américain appelle à l'époque « le territoire indien » où ils sont condamné-es à mourir de faim et de maladies dans ce lieu où rien ne pousse. 300 d'entre elles et eux décident de fuir pour rejoindre leurs terres d'origine. S'engage alors une course poursuite avec l'armée américaine qui déploie toute sa barbarie mais se fait aussi tourner en ridicule par ce peuple bien décidé à ne pas se laisser faire. À travers cette histoire Howard Fast met à mal le mythe de la création des États-Unis et préfère raconter l'histoire des opprimé-es.

Le visage de Pierre, William Gardner Smith, traduit de l'américain par Brice Matthieussent, Bourgois, 2021

Ce livre, commencé à Paris en 1961, terminé et édité aux États-Unis en 1963 est publié pour la première fois en France en 2021, au moment des 60 ans du 17 Octobre 1961. Ce roman raconte l'arrivée d'un noir américain à Paris fuyant le racisme et sa violence qu'il symbolise par un visage de pierre. Il est d'abord surpris d'être traité comme un blanc car américain, avant de croiser d'autres visages au travers de rencontres avec des militants du FLN à Paris. Avec ces nouvelles connaissances, l'auteur nous raconte le Paris de la guerre d'Algérie, son racisme et la répression. Il dresse un parallèle entre la situation des noir-es aux États-Unis et celle des Algérien-nes en France. Ce texte dérange, car la France aime se targuer d'être le pays des droits de l'homme et de ne pas pratiquer la ségrégation raciale. Elle se retrouve ici montrée du doigt. Le récit se termine sur la répression meurtrière de la manifestation du 17 Octobre 1961 contre le couvre feu imposé aux seul-es Algérien-nes.



L'Internationale noir, George Samuel Schuyler, traduit de l'américain par Julien Guazzini, Sans soleil, 2022

Un livre dystopique qui s'inscrit dans les débats du mouvement antiraciste américain sur la question du nationalisme noir. Dans ce roman, on suit une sorte d'association dirigée par un riche nant noir dont l'ambition est de conquérir l'Afrique et de dominer le monde blanc ! Un livre brillant publié en feuilleton dans un journal en 1936, qui sera considéré par la postérité comme un des précurseurs de l'afro-futurisme. Il faudra attendre 2023 pour lire la suite de ces aventures ! À lire absolument !

Glissez nue sur la rampe du temps, Souad Labbize, Blast édition, 2021

Sous forme de petites nouvelles, l'autrice, qui est aussi poétesse et ça se sent et se ressent, nous raconte la violence sexiste et coloniale que subissent des femmes algériennes. Au travers de récits courts elle nous transporte dans un quotidien fait de brutalité mais aussi de courage et de résistances. Ajoutons un petit mot pour cette maison d'édition de Toulouse qui fait un travail formidable notamment en publiant des textes comme celui-ci et cherche à faire exister d'autres voix.

Infinitif présent, Jean-Marc Rouillon, Agone, 2020

L'écriture est d'une rare beauté pour un texte rédigé en grande partie dans un des lieux les plus répugnants que le capitalisme ait pu produire : la prison. Jean-Marc Rouillon y partage les souffrances et les exactions carcérales dont il s'échappe grâce à ses souvenirs. Ancien militant d'Action directe, il a passé plus de 25 ans en prison et l'État continue de s'acharner contre lui qui, comme d'autres, n'a pas renoncé à ses convictions politiques et continue de lutter pour changer le monde. Lisez ce livre, lisez les autres, c'est un auteur, un militant.

Ce texte est résolument anticarcéral. Complétant l'article sur la politique carcérale publié dans le dernier numéro de cette revue (N°3, mai 2022), il vous fera comprendre l'horreur de l'incarcération quels qu'en soient les motifs, mais aussi la ténacité qu'il faut pour y survivre. Un texte poignant dont on ne ressort pas indemne.

NB : n'hésitez pas à le soutenir face à la répression, tout comme à lutter notamment pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, le plus vieux prisonnier politique détenu en France (<https://www.facebook.com/FreeGeorgesAbdallah>).

SANA (PARIS 18^e)



AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

Ce groupe de personnes militant pour l'autonomie de classe – abrégé A2C – a été lancé à l'été 2016. Il s'organise autour de deux pratiques principales :

- des rencontres tous les deux mois, en général à Paris, sur deux jours, pour se former et s'organiser ;
- la rédaction d'articles théoriques en lien avec notre pratique militante ou de retours d'expériences, diffusés sur internet et imprimés au format de bulletin, de brochure, ou de revue comme celle-ci.

A2C est actuellement composé de personnes militant majoritairement à Paris – dans le 18^e et le 20^e arrondissement, à Montreuil, à Rennes et à Toulouse.

Les personnes impliquées dans cette équipe s'investissent dans des collectifs contre les frontières, des collectifs de personnes avec et sans papiers, des collectifs féministes, des syndicats. Nous pensons notre militantisme dans le mouvement et pour le mouvement. Ce qui suppose d'éviter les raccourcis, de penser qu'une organisation pourrait décider à elle-seule la direction que devrait prendre le mouvement. Lutter là où nous sommes, là où nous habitons, à partir de notre réalité, nous paraît primordial pour pouvoir gagner. Cela fait partie des implications, tactiques et stratégiques, de l'analyse que nous faisons de la période dans laquelle nous vivons.

Cette analyse est à la fois simple et veut dire beaucoup : ce que nous appelons trajectoire du capital pousse toujours vers plus de compétition entre États, s'oriente nécessairement vers plus de frontières, de racisme, de violences et d'écrasement. Nous pensons également qu'il est juste de ne pas regarder uniquement le rouleau compresseur du capitalisme, et de s'intéresser aux révoltes. Nous analysons toujours la société, malgré toutes les tentatives sincères de remises en question, comme étant divisée en deux classes : celle des possédants-exploiteurs, et celle des personnes qui doivent travailler pour vivre ou survivre. À l'intérieur de cette division en classes existent des rapports d'oppression et des violences qui traversent toute la société.

Des résistances, des insurrections, des situations révolutionnaires ont lieu encore – évidemment – aujourd'hui. Des moments où une partie importante de la population d'une région prend la confiance pour s'affronter à un État, à une frange de la bourgeoisie, et à leurs armées. Ces moments n'appartiennent pas au passé et n'interviennent ni mécaniquement ni spontanément. Aucune recette magique n'existe pour faire la révolution. Mais ne pas s'organiser facilite la tâche des dominants qui peuvent mettre en place ce qui va dans leurs seuls intérêts. C'est pourquoi nous sommes convaincu·es que s'organiser est nécessaire.

S'organiser, cela signifie pour nous : développer la confiance individuelle et collective nécessaire à entrer en action, savoir vers où l'on veut aller, quitte à changer de trajectoire après des débats et des discussions dans l'intérêt du mouvement, se regrouper, et faire des tests en fonction de ce qui nous semble le plus juste politiquement.

a) Nous pensons que la formation politique n'est pas une fin en soi et est sensée lorsqu'elle a pour objectif de transformer toute la société. L'analyse seule n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait. La conviction permet de s'investir dans le mouvement en proposant, en augmentant notre capacité à agir collectivement.

b) Dans le même temps, s'investir dans tous les mouvements sans approche stratégique, sans boussole, est épuisant et démoralisant. Le mouvement seul n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait. Être dans le mouvement nous incite à nous regrouper pour se questionner sur la manière dont nous agissons.

Ces deux constats nous poussent vers une organisation traversée par l'humilité et le volontarisme : ne pas penser que la défaite ou la victoire est assurée d'avance. C'est dans ce sens qu'A2C s'est réuni il y a cinq ans.

38^e WEEKEND A2C LES 11, 12 ET 13 NOVEMBRE 2022

Élaborer ensemble pour ne pas laisser à d'autres, souvent extérieur·e·s aux luttes, la théorisation de nos pratiques : le 38^e weekend de formations et de débats organisé par A2C aura lieu à Paris les 11, 12 et 13 novembre prochains.

VENDREDI 11 NOVEMBRE

13 millions de voix et 89 député·e·s pour l'extrême droite : le fascisme est en embuscade, le combattre est une tâche vitale pour notre classe !

Pour mener cette lutte efficacement, il est primordial de comprendre la nature et la spécificité de la menace fasciste. À ce titre, la théorie de la fascisation qui a émergé ces dernières années pose de nombreuses questions, tant sur ce qu'elle propose que sur ses conséquences pratiques dans notre combat contre le fascisme. **Nous inviterons Saïd Bouamama** qui a écrit de nombreux articles sur le sujet pour en débattre.

SAMEDI 12 & DIMANCHE 13 NOVEMBRE

La trajectoire du capital ne pourra être changée, il nous faut donc le supprimer !

Comprendre cette trajectoire ainsi que les fondations sur lesquelles elle se construit est une des tâches d'élaboration que nous continuons de weekend en weekend : les discussions du 38^e weekend comprendront ainsi des débats sur la situation politique actuelle, sur l'origine de la famille ainsi que sur la crise économique. Pour supprimer le capital, il nous faut convaincre, entraîner la majorité et nous organiser. À ce titre nous aurons lors de ce weekend une discussion autour du syndicalisme et de son rôle dans cette tâche.

Le lieu du weekend sera communiqué sur notre site. Le weekend est ouvert à toute personne curieuse, enthousiaste, motivée par le programme, faites-nous signe !

Une question, une remarque, une polémique ?

A2C@RISEUP.NET

04

SEPTEMBRE 2022

**CANICULE, GUERRE
ET INFLATION, CAPITALISME
EN CONVULSION**

ANOUK (MARSEILLE) ET SOLEN (RENNES)

**INFLATION : VERS UNE CRISE
D'AMPLEUR ?**

ANOUK BRUNET ET PAUL VADORI

**GYMNASTIQUE DES GRÈVES
EN ANGLETERRE : LA LUTTE
APPELLE-T-ELLE LA LUTTE ?**

CHARLIE KIMBER (LONDRES, SWP),
TRADUIT PAR AUDE (NANTES)

**BIG UP, RENNES FÉMINISTE
ET ANTIRACISTE**

YUNA ET OMBELINE (RENNES)

**LE CAPITALISME EN FRANCE
ET LA PLACE PARTICULIÈRE
DU MILITAIRE**

MATHIEU (PARIS 20^e)

**SE PRÉPARER AUX GUERRES
QUI (RE)VIENNENT**

JAD BOUHAROUN

**RÉVOLUTION AU SOUDAN :
L'ARMÉE, LA RÉFORME ET LA
RÉSISTANCE PAR EN BAS**

ANOUK BRUNET

**UNION POPULAIRE ET FRONT
POPULAIRE, MYTHE ET
CRITIQUE DU RÉFORMISME**

DENIS GODARD

**LA THÉORIE DU PRIVILÈGE
PEUT-ELLE NOUS AIDER
À COMPRENDRE LE RACISME ?**

YURI PRASAD ET ESME CHOONARA,
TRADUIT PAR ROSS HARROLD

**NOTRE CLASSE
RACONTE SA VIE !**

SANA (PARIS 18^e)

**AUTONOMIE DE CLASSE
- QUI SOMMES-NOUS ?**

A2C

WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG

PRIX LIBRE (PRIX DE REVIENT 2,5 EUROS)